Paroles en réseau

Féminismes II. 2005 : des femmes et du politique

Actes du colloque organisé par la Bpi
le vendredi 1^{er} avril et le samedi 2 avril 2005,
dans La Petite Salle du Centre Pompidou.

Féminismes II

2005 : des femmes et du politique

Annie Bureau, Françoise Collin, Corinne Deloy, Elsa Dorin, Geneviève Fraisse, Maryse Jaspard, Marie-Anne Juricic, Sandra Laugier, Patricia Paperman, Isabelle Puech et Juliette Rennes

DOI : 10.4000/books.bibpompidou.1397
Éditeur : Éditions de la Bibliothèque publique d'information
Année d'édition : 2006
Date de mise en ligne : 17 janvier 2014
Collection : Paroles en réseau
ISBN électronique : 9782842462109

<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

ISBN : 9782842461003
Nombre de pages : 64

Référence électronique

BUREAU, Annie ; et al. *Féminismes II : 2005 : des femmes et du politique*. Nouvelle édition [en ligne]. Paris : Éditions de la Bibliothèque publique d'information, 2006 (généré le 12 mars 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/bibpompidou/1397>>. ISBN : 9782842462109. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.bibpompidou.1397>.

© Éditions de la Bibliothèque publique d'information, 2006
Conditions d'utilisation :
<http://www.openedition.org/6540>

Féminismes

II. 2005 : des femmes et du politique

Actes du colloque organisé par la Bpi
le vendredi 1^{er} avril et le samedi 2 avril 2005,
dans la Petite Salle du Centre Pompidou.

**Président
du Centre Pompidou**
Bruno Racine

**Directeur général
du Centre Pompidou**
Bruno Maquart

Directeur de la Bpi
Gérald Grunberg

**Responsable du pôle
Action culturelle
et communication**
Philippe Charrier

**Responsable
Édition / Diffusion**
Arielle Rousselle

**Chef du service
Animation**
Emmanuèle Payen

Débat
Organisation
Isabelle Bastian-Dupleix

Publication
Chargées d'édition
Fabienne Charraire
Arielle Rousselle

Mise en page
Fabienne Charraire
Ludovic Lebeau

Catalogue disponible sur
<http://www.bpi.fr>, rubrique
Éditions de la Bibliothèque
publique d'information
Distribution numérique
par GiantChair.com

© Éditions de la Bibliothèque
publique d'information /Centre
Pompidou, 2006.
ISBN 10 : 2-84246-100-2 / ISBN 13 : 978-
2-84246-100-3
ISSN 1765-2782

Sommaire

Vous pouvez écouter l'intégralité des débats de ce colloque sur le site de la bpi www.bpi.fr, rubrique Recherche documentaire ou [en cliquant ici](#).

Vendredi 1^{er} avril 2005

- 5 **Dominique Tabah**
Ouverture
- 6 **Patricia Paperman**
Introduction
- 8 **Geneviève Fraisse**
Conférence inaugurale : le politique et l'historique
Table ronde (non disponible)

Débat : Le monde du travail, le pouvoir économique

Modérateur : Marie-Anne Juricic

- 15 **Marie-Anne Juricic**
Le monde du travail, le pouvoir économique
Odile Baudet-Collinet
(Intervention non disponible pour le moment)
Pascale Molinier
(Intervention non disponible pour le moment)
- 18 **Isabelle Puech**
**Le pouvoir économique des femmes sur le marché du travail :
une réalité ambivalente**

Samedi 2 avril 2005

Débat : Le champ politique, du local à l'international

Modérateur : Corinne Deloy

- 23 **Corinne Deloy**
Le champ politique, du local à l'international
Véronique De Keyser
(Intervention non disponible pour le moment)
Françoise Gaspard
(Intervention non disponible pour le moment)
Catherine Génisson
(Intervention non disponible pour le moment)
Yvette Roudy
(Intervention non disponible pour le moment)

Débat : Des luttes toujours actuelles

Modérateur : Elsa Dorlin

- Suzy Rojzman
Les violences subies par les femmes
(Intervention non disponible pour le moment)
- 28 **Maryse Jaspard**
Les violences envers les femmes en France

Sommaire

- 38 Annie Bureau
L'accès à l'IVG aujourd'hui

Débat : Les nouvelles formes de mobilisation : des féminismes face aux discriminations

Les Pénélopes
(Intervention non disponible pour le moment)

- 42 Juliette Rennes
MixCité

- 44 Pascale Berthault
Des féminismes face aux discriminations : les Panthères Roses
Maria Puig della Bellacasa
(Intervention non disponible pour le moment)
Next Generation
(Intervention non disponible pour le moment)

Débat : Perspectives croisées France / Amérique Modérateur : Patricia Paperman

- 48 Françoise Collin
Repenser le politique : l'apport du féminisme américain
53 Sandra Laugier
Le féminisme à la recherche de sa voix
Patricia Williams
(Intervention non disponible pour le moment)

Ouverture

Dominique Tabah

Bonsoir et merci d'être venus à ce rendez-vous de la Bpi pour entamer le deuxième volet du colloque consacré aux féminismes, à la situation des femmes. Dans un premier temps, en octobre 2004 – l'auditoire était nombreux –, nous avons fait un retour aux sources, des sources relativement récentes. Depuis les années soixante-dix et le legs que nous avons transmis aux générations d'aujourd'hui, trois décennies ont passé. Après cette période d'énergie, d'inventivité, d'une certaine fantaisie, d'une ivresse de la liberté, de la libération des femmes – peut-être me contesterez-vous, mais c'est comme cela que je m'en souviens – après que nous ayons retourné ces questions dans tous les sens, qu'avons-nous conquis ? Que reste-t-il ? Et comment se posent aujourd'hui ces questions de la situation des femmes, du mouvement féministe ? Nous avons eu le bonheur de croiser des regards entre générations, filles et femmes d'aujourd'hui s'entretenant avec leurs aînées. En 2005, nous renversons la perspective. À l'heure où le président Chirac confie à Nicole Ameline, ministre de la Parité et de l'Égalité professionnelle le soin d'un projet de loi sur l'égalité des salaires, nous abordons le sujet des femmes et de la politique. Nous avons choisi d'interroger le féminisme en écho à la situation des femmes aujourd'hui, à travers le prisme du monde du travail. Les femmes représentent aujourd'hui la moitié des gens qui travaillent, elles ont un niveau d'études supérieures, mais elles continuent d'occuper des emplois précaires. Alors, à travail égal, salaire égal disions-nous ; où en sommes-nous aujourd'hui ? Ce matin, les journaux n'ont pas cessé de se faire l'écho de ces questions, tout étonnés que finalement cela n'ait pas beaucoup bougé. Il y a eu débat sur la parité, mais qu'y a-t-il de changé du côté de l'espace public ? Les femmes l'occupent-elles autrement et comment se joue cette relation entre vie publique et vie privée ? Nos vingt-deux femmes invitées – chercheuses, universitaires, responsables politiques, militantes d'association, syndicalistes, etc. – vont mettre en commun leurs réflexions sur les manières de penser ces questions.

Quelles sont donc les perspectives d'aujourd'hui ? Voilà ce qui nous réunira durant ces deux jours. Nous sommes également heureux de regarder du côté des Amériques, en croisant nos regards avec Patricia Williams. Je la remercie beaucoup d'être là et je remercie aussi tout particulièrement Patricia Paperman qui a été notre conseillère pour ce colloque et qui a beaucoup aidé Isabelle Bastian-Duplex à construire nos différents débats. Je voudrais encore, avant que nous ne commencions, vous dire qu'il y aura encore un troisième volet et qu'il portera sur le féminin, sur le masculin. Merci d'être présents, et bon colloque à tous.

Introduction

Patricia Paperman, maître de conférences en sociologie à Paris 8-Saint-Denis

Mon introduction sera brève. Le féminisme est encore souvent perçu dans l'opinion publique comme une sorte d'idéologie, une vision tendancieuse incapable de considérer le monde social de façon objective et réaliste. Pour d'autres, il ferait désormais partie du paysage, comme une affaire entendue, solidement établie et prise en compte, trop même. Il convient donc de saluer l'initiative prise par une institution publique aussi prestigieuse que la Bibliothèque publique d'information, d'organiser ces journées qui ne peuvent que contribuer à combattre ces préjugés.

Pour une société qui se définit en référence à des valeurs démocratiques, la persistance des inégalités entre hommes et femmes dans les différents domaines de l'existence sociale pose un problème complexe dans le registre de l'action politique comme dans le registre de la connaissance (si tant est que l'on puisse aisément dissocier les deux). La reconnaissance de ces inégalités et l'analyse des mécanismes qui les génèrent ne vont pas de soi. Un des apports majeurs du féminisme est d'avoir mis en évidence un obstacle crucial à cette reconnaissance qui se trouve être à la base de la pensée politique courante, sans jamais être thématisée par elle : la distinction entre un monde public, celui de la vie politique et du marché, et un monde privé, le monde domestique de la vie de famille et des relations personnelles. Cette distinction segmente la réflexion. Elle a pour conséquence d'obscurcir le lien entre des inégalités qui ne sont pas indépendantes les unes des autres mais qui se comprennent mieux comme un cycle d'inégalités qui se renforcent mutuellement. Du point de vue des femmes il n'y a pas séparation mais continuité entre les deux mondes.

La séparation entre le monde public et le monde privé sur laquelle s'appuie la pensée politique constitue également un obstacle à la reconnaissance du caractère politique de certaines questions comme, par exemple, celle des violences subies par les femmes. L'ignorance dans laquelle cette question a été longtemps tenue est exemplaire de la façon dont cette séparation entre les deux sphères régit et définit ce qui mérite d'être traité comme question publique et politique, et ce qui n'est pas censé concerner la collectivité et les règles du vivre ensemble qu'elle institue. Les réactions que continuent de susciter les résultats de l'enquête sur les violences subies par les femmes indiquent peut-être qu'un problème dit privé n'accède pas facilement au rang de question publique.

C'est dans le langage et la rhétorique des droits que s'articule de façon récurrente, au cours de ces deux journées, le problème de l'accès à l'égalité et à une citoyenneté qui ne soit pas que formelle. On peut toutefois se demander dans quelle mesure ce langage n'est pas également compatible avec le maintien d'injustices qu'il contribue aussi à rendre invisibles. Cette question sera reprise dans le cadre de la session de clôture qui sera l'occasion de réfléchir aux rapports entre les féminismes américains et français qui se développent selon des lignes qui ne sont pas toujours convergentes. Il nous a paru important de rendre justice à la diversité de ses courants, souvent méconnue ou mal connue.

Les présentations qui se succéderont au cours de ces journées ont pour ambition de rendre visibles et accessibles quelques-uns des développements les plus récents de perspectives féministes sur le politique. Il n'était pas possible, dans le temps limité de cette session, de faire apparaître le large

6

Introduction
par Patricia Paperman

spectre des questions qu'une perspective féministe aborde et renouvelle. Il n'était pas possible non plus de tenter de restituer leur dimension globale ou internationale. Si cette session peut néanmoins donner un aperçu de la diversité, de la richesse et de la fragilité de ces approches à partir de quelques entrées – le monde du travail et le pouvoir économique, les différents niveaux de l'action politique contre les inégalités, les nouvelles mobilisations et leurs enjeux, les violences et l'accès à l'IVG aujourd'hui –, elle aura sans doute atteint un de ses objectifs.

7

Introduction
par Patricia Paperman

Ouverture : Les contretemps de l'émancipation des femmes (condition, conséquence, mesure et ruse)¹

Geneviève Fraisse, philosophe, directrice de recherche au CNRS, ancienne députée européenne (1999-2004)

De l'histoire linéaire, on ne sort pas simplement. La figure de l'émancipation souffre de l'image du progrès, du sentiment de la conquête assurée, de la représentation de l'accès vu comme chemin continu. Cette linéarité affecte l'idée d'émancipation d'une valeur moderne, celle de l'histoire de la liberté et de l'égalité. En même temps, l'affirmation de l'émancipation s'éclaire toujours d'un moment précis, passage d'un état à un autre. Ce passage peut sembler naturel, transformation de l'enfant en adulte. Il est, cependant, structuré socialement par l'âge fixé d'une majorité légale, civique ou sexuelle. La citoyenneté, la responsabilité pénale, l'âge du mariage, l'orientation sexuelle, tous ces états potentiels d'un individu ont des seuils d'âge variables suivant les pays, et aussi à l'intérieur d'un même pays. Mais seuil il y a. Les images de continuité progressive, en même temps que de seuil fixe, seraient donc les deux repères quelque peu opposés de la représentation spontanée de l'émancipation.

L'émancipation politique contemporaine a été calquée sur le modèle de l'émancipation individuelle, lui empruntant ainsi les corollaires du progrès et du passage. Les temps à venir seront toujours meilleurs ; un moment particulier, passage, seuil ou rupture, sera le plus souvent nécessaire. On pense notamment à l'émancipation des peuples et la future révolution, ou « grand soir », à préparer, ou l'émancipation des nations et la proclamation d'indépendance des colonies, ou révolution nationale. L'émancipation des femmes est le troisième volet de la trilogie « peuple, race, sexe » (ou « peuple, nation, sexe ») qui structure l'époque contemporaine ; émancipation et libération étant des termes superposables sans pour autant pouvoir se confondre. On parle effectivement d'émancipation des femmes, mais la rupture à venir, point de non-retour, révolution, n'a, ici, pas vraiment de pertinence. La pensée d'une rupture radicale n'est jamais réellement un projet politique construit. Si cette rupture est évoquée, elle reste imaginaire, telles les amazones prenant le pouvoir. Quant au rêve d'une rupture, il fonctionne en général sur le mode de l'inversion, d'un retournement des rapports hommes-femmes, asservissement des hommes doublé d'une prise de pouvoir des femmes.

Le schéma de l'émancipation des femmes est donc original : on la pense progressive en lui accordant une historicité spontanée et naturaliste : il est entendu, en effet, que la démocratie occidentale avance, et les droits des femmes avec. On la pense ainsi sans « passage » ou seuil, sans révolution ou renversement brutal. Fausse confiance dans le progrès, ou au contraire lucidité quant à une illusoire fin de la domination masculine ? L'imprécision de ces images illustrant l'émancipation des femmes est troublante. Le schéma politique n'est ni un mouvement programmé, ni une dialectique réglée, comme le furent d'autres théories émancipatrices. Le trouble vient de ce qu'une histoire des femmes reste à élaborer dans la pensée comme dans l'action et de ce qu'un rapport qui serait sans conflit entre les sexes paraît irréel.

D'où l'intérêt de l'intitulé de l'atelier féministe des altermondialistes à Florence, en novembre 2002 : « Un conflit nécessaire pour un futur commun ». Un conflit nécessaire entre les sexes exprime l'idée que la

8

Les contretemps de
l'émancipation des femmes
par Geneviève Fraisse

guerre des sexes doit se traduire en pratique politique ; le futur commun indique l'utopie partagée entre les sexes d'une résolution de ce conflit. L'émancipation des femmes pourrait donc être une histoire comme toutes les histoires, une histoire politique, et elle aurait un but, comme toutes les utopies...

Il nous faut rappeler maintenant comment cette émancipation s'accroche aux autres, en est un symptôme, ou un corollaire. On laissera momentanément de côté le travail de l'acteur, plutôt de l'actrice, sur le chemin de l'émancipation sociale ou de l'émancipation nationale. D'aucuns chantent régulièrement le « rôle » des femmes, lors d'une guerre de libération par exemple, ou lors d'une insurrection politique. Chanter consiste à exhumer l'histoire oubliée de la participation des femmes ou à colorier en teintes féminines l'histoire des grands hommes. Plus difficile est de savoir quel chemin emprunte l'émancipation des femmes comme objectif politique. Elle ne se pense jamais seule, elle s'accroche donc aux autres émancipations, peuple, race, nation. On ne reprendra pas la polémique sur le mépris qui entache en général la revendication féministe, dévalorisant ainsi son sens. On regardera plutôt comment cela fonctionne. Plusieurs positions s'affrontent dès le XIX^e siècle. La formule classique du retard des femmes au regard des pionniers de la démocratie, ainsi que leur nécessaire éducation pour accéder à l'émancipation, les laisse à la porte de la nouvelle histoire en train de se faire. Elles seront citoyennes, par exemple, lorsqu'elles cesseront de vivre sous l'influence de la religion, ou lorsqu'elles seront suffisamment instruites... Le temps historique est suspendu à leur transformation ; leur participation à l'histoire se mérite. La seconde formule, selon laquelle la révolution sociale, ou la révolution nationale, entraînera de facto un changement dans la vie des femmes, est une illustration de l'affirmation marxiste qui insiste sur la hiérarchie des contradictions du système capitaliste. Le rapport de classe est une contradiction primaire, le rapport de sexe une contradiction secondaire. L'émancipation des femmes, la résolution de la domination masculine est une conséquence du dénouement de la contradiction principale, capitalisme et lutte des classes.

Ainsi, si les femmes sont assignées à une place retardataire, elles piétinent à l'orée du chemin de l'histoire émancipatrice. Mais si elles sont assurées de recevoir l'égalité dans la corbeille de la révolution, elles sont les invitées d'un processus historique qui les dépasse. Dans le premier cas l'histoire ne les attend pas, dans le second, l'histoire les fait attendre.

Nos deux siècles précédents ont abondamment usé de ces figures politiques de l'émancipation. Pourtant, d'autres schémas, plus rares, ont cours, notamment celui de Charles Fourier qui formule l'utopie d'une société nouvelle en posant l'émancipation des femmes comme une condition de la subversion et de la liberté des peuples. Ni en deçà de l'histoire par leur retard, ni remerciées par l'histoire après la Révolution à venir, les femmes sont inscrites au cœur de l'histoire nouvelle :

« Les progrès sociaux et changements de période s'opèrent en raison du progrès des femmes vers la liberté ; et les décadences d'ordre social s'opèrent en raison du décroissement de la liberté des femmes². »

9

Les contretemps de
l'émancipation des femmes
par Geneviève Fraisse

Thèse fouriériste célèbre, résumée quelques lignes plus loin :

« L'extension des privilèges des femmes est le principe général de tous progrès sociaux. »

Pas de chemin de l'émancipation, ici de la libération et de l'utopie, si les femmes, comme catégorie sociale pouvant rêver d'égalité entre les sexes, sont mises de côté ou marginalisées. Elles sont au cœur du processus de l'émancipation ; elles sont mêmes nécessaires à celle-ci. La radicalité de cette thèse tient à la reconnaissance de cette nécessité. Mais, plus encore, cette théorie implique, par voie de conséquence, un rapport d'historicité entre les sexes. L'histoire s'écrit, dit Charles Fourier, dans et avec le rapport entre les sexes. Cette position tranche doublement avec les deux représentations précédentes : les femmes sont nécessaires à la liberté des peuples ; les sexes, aussi, écrivent l'histoire, ensemble et séparément. Certes, Fourier affirme clairement, et assume sans ambages, que ce sont les hommes qui ont besoin de la liberté des femmes, que leur bonheur en dépend, le bonheur des nations aussi. Une interprétation instrumentaliste de cette figure de l'émancipation s'impose. L'homme a besoin de l'émancipation des femmes pour sa propre émancipation. Cette interprétation est-elle pour autant problématique ?

Avant de répondre à cette question, il est intéressant d'en lire une version actuelle, moins utopiste peut-être, et plus pragmatique sûrement, que celle de Fourier ; et pourtant tout aussi radicale. L'économiste Amartya Sen met les femmes au centre d'un développement possible des pays les plus pauvres. Avec la référence aux écrits féministes de Mary Wollstonecraft de 1792, il souligne le double aspect du droit des femmes, lorsqu'elles sont « patientes », susceptibles de recevoir des droits d'un côté, et lorsqu'elles sont « agentes », en situation d'être actrices du développement de l'autre. Par cette double signification, il introduit les femmes au centre de la dynamique du développement des pays pauvres :

« Elles ne sont plus les destinataires passives d'une réforme affectant leur statut, mais les actrices du changement, les initiatrices dynamiques de transformations sociales, visant à modifier l'existence des hommes aussi bien que la leur³. »

Amartya Sen parvient à cette assertion après une longue démonstration, de livre en livre, consistant à relativiser l'analyse des inégalités de revenus et à insister sur les inégalités de « capacités », capacité au bien-être, à la santé, à l'éducation... ; car seules les inégalités de capacité peuvent rendre compte de la forte disparité sociale entre hommes et femmes, peuvent expliquer, par exemple, le phénomène des « femmes manquantes », c'est-à-dire d'une mortalité féminine disproportionnée par rapport à celles des hommes. Plus clairement que Fourier, il accepte de parler en termes d'efficacité sociale, donnant aux femmes un rôle à la fois pour elles-mêmes et pour les autres ; l'exemple le plus simple est celui des enfants, qui sont les premiers bénéficiaires d'un meilleur bien-être des femmes. C'est une instrumentalisation lucide des femmes et de leur émancipation.

10

Les contretemps de
l'émancipation des femmes
par Geneviève Fraisse

« Je ne vois, à l'examen, aucune priorité aussi brûlante pour l'économie politique du développement qu'une reconnaissance pleine et entière de la participation et du leadership féminins dans les domaines politique, économique et social. C'est un aspect crucial du "développement comme liberté" ».

Cette instrumentalisation passe par la reconnaissance des femmes comme « agents », dit-il, sujets et actrices de l'histoire, dirions-nous. Le rapport entre les sexes prend un sens historique ; et les femmes elles-mêmes sont dans l'histoire, contemporaines de l'histoire en train de se faire.

Charles Fourier et Amartya Sen sont très proches, à deux siècles de distance. Ils expriment une idée de l'histoire des sexes peu commune, idée qui inscrit l'émancipation des femmes au cœur de toute histoire en train de se faire. Ils reconnaissent aussi le caractère actif de leur participation à l'histoire. Pour l'économiste d'aujourd'hui, il s'agit de toutes les femmes, de leur droit à la capacité d'agir pour leur bien-être. Pour Charles Fourier, cela signifiait que les femmes déjà émancipées se devaient de servir l'émancipation de toutes les femmes :

« Les femmes avaient à produire non pas des écrivains, mais des libérateurs ; des Spartacus politiques, des génies qui concertassent les moyens de tirer leur sexe d'avilissement ».

Comme une avant-garde, quelques femmes éclairées devraient changer le cours de l'histoire.

Personne ne devrait plus douter, aujourd'hui, de l'importance des femmes comme actrices et sujets de leur histoire et de l'histoire en train de se faire. Reste à comprendre comment elles agissent, comment la pensée de l'émancipation est devenue leur. Une des thèses de Pierre Bourdieu est de comprendre comment l'histoire a produit une représentation déhistoricisée de la domination masculine, comment elle a masquée l'historicité de cette domination. Mon accord avec cette thèse est essentiel, et seule cette thèse permet une pensée historique de l'émancipation des femmes. Il a été dit plus haut combien cette émancipation pouvait être pensée hors de l'histoire, l'invalidant par là même.

Mais la démonstration de Pierre Bourdieu souffre d'une étrange facilité dans le traitement des actrices du changement. Ses brèves remarques sur le féminisme, sur l'histoire du féminisme témoignent d'une sorte de refus. « L'immense travail critique du mouvement féministe⁴ » qu'il conjugue au passé tient lieu d'analyse de ce travail lui-même et cette citation montre peu de curiosité quant à ce travail de critique. Et là encore, au prix d'une approximation dommageable (le féminisme s'est intéressé au domestique plutôt qu'à l'École ou à l'État), il convie cette fois-ci le féminisme, non plus au passé, mais au futur :

« C'est un champ d'action immense qui se trouve ouvert aux luttes féministes, ainsi appelées à prendre une place originale, et bien affirmée, au sein des luttes politiques contre toutes les formes de domination⁵. »

11

Les contretemps de
l'émancipation des femmes
par Geneviève Fraisse

Les luttes féministes sont convoquées dans le passé pour leur production critique et dans le futur pour l'action à venir. Elles ne sont pas actives dans le présent, au sein même de l'analyse du sociologue qui les laisse toujours aux bords, à côté de sa démonstration. Comment peut-on croire à sa démonstration et à sa volonté de reconstruire l'historicité de l'histoire des femmes quand on le voit, dans son œuvre même, très loin d'une prise en compte du contenu du travail critique du féminisme, de son apport théorique comme de l'impact de ses actions. L'évoquer ne peut suffire ; l'évoquer simplement, abstraitement, élément externe à la démonstration théorique, c'est lui dénier sa pertinence, sa fonction historique.

Nous sommes donc loin de connaître le chemin de l'émancipation des femmes. Les figures rappelées ici montrent leur limite, et témoignent surtout de la difficulté de penser comment se noue, historiquement, l'émancipation des femmes. Mettre cette émancipation au cœur de la transformation d'une société et affirmer la qualité des femmes d'agent de cette transformation sont les deux principes établis par Charles Fourier et Amartya Sen. D'aucuns diront que ces principes vont de soi. Cependant, les modèles auxquels ils s'affrontent, celui du retard à combler comme celui de la conséquence assurée, sont encore vivaces aujourd'hui. La difficulté de Pierre Bourdieu pour intégrer le contenu théorique et pratique du féminisme dans une pensée aussi consciente que la sienne des difficultés à historiciser le conflit entre les sexes est à mettre au compte de la fragilité d'une pensée de l'émancipation des femmes, souvent dépréciée et délégitimée.

Par ailleurs, il ne nous a pas échappé que l'inscription des femmes au cœur du processus de l'histoire révèle toujours l'instrumentalité de sa participation. Sans les femmes, pas de bonheur ou de bien-être possibles, concluent Charles Fourier et Amartya Sen. Sujets de leur émancipation, les femmes sont aussi le moyen de l'émancipation d'autrui. Impossible, par conséquent, d'échapper à la question posée plus haut : cette instrumentalisation est-elle problématique, vient-elle obscurcir l'espérance de l'égalité des sexes ? Le prix de l'émancipation serait-il que les femmes soient à la fois la fin et le moyen d'une dynamique émancipatrice ? Il est troublant que leur propre fin, la finalité de leur liberté, s'accompagne toujours d'arguments concernant autrui plus qu'elles-mêmes.

Cette question est fondamentale, mais la solution semble improbable. La liberté des femmes est-elle une conquête pour elle-même ou pour le bien d'autrui ? Hors des réflexions d'Amartya Sen, les institutions internationales se sont emparées de ses conclusions, et les métaphores abondent pour décrire le développement à venir : les femmes en sont le « levier », le « gisement », bref l'élément déterminant. La remarquable revue *Équilibres et populations* n'hésite pas à écrire, citant Kofi Annan :

« L'égalité des sexes n'est pas un but en soi mais elle est indispensable pour atteindre les autres buts, et aucune stratégie de développement ne saurait être efficace si elle n'accorde pas aux femmes un rôle de premier plan⁶. »

Et pourtant si, il faut y insister, l'égalité des sexes, et la liberté des femmes, est un but en soi !

12

Les contretemps de
l'émancipation des femmes
par Geneviève Fraisse

Instrument ou finalité, l'émancipation des femmes est fondamentalement traversée par cette question. On peut louer la radicalité des propos de Charles Fourier ou d'Amartya Sen, on peut creuser la manière dont les femmes peuvent être intégrées à la fabrique de l'histoire, la question est toujours là. Les femmes sont pour elles-mêmes et pour autre chose, elles sont une fin et un moyen. Monnaie d'échanges, ou plutôt moyen d'échange dans l'histoire politique autant que dans la théorie historique. Notre tâche, à moi et à d'autres, est d'élaborer leur historicité avec cette donnée qui résiste à toute pensée d'émancipation et de subversion, cette pensée de la femme qui reste objet, y compris en devenant sujet de l'histoire et de sa propre histoire⁷.

Revenons à mon propos premier : l'émancipation des femmes a du mal à être contemporaine des mouvements de l'histoire globale. Elle est requise comme une condition de participation à l'exercice de la démocratie ; ou elle est vue comme une conséquence d'un processus révolutionnaire. Avant ou après le moment historique lui-même, on lui attribue éventuellement un rôle, une fonction au service de l'histoire générale. Pourquoi pas ? Mais avant d'aller plus loin, soulignons que les femmes semblent rester les éternelles « invitées » d'un processus global, jamais tout à fait à l'heure, toujours en situation de se justifier.

De cela il faut tirer la conclusion, ou plutôt offrir une perspective que l'histoire du féminisme connaît bien depuis deux siècles : la temporalité de la pensée et de l'action féministes n'est pas toujours en synchronie avec l'ensemble des mouvements politiques. Exactement, ils sont à la fois contemporains et disjoints, semblent pouvoir partager une dynamique et pourtant s'ignorer. Exemple dans le domaine de l'action : les femmes veulent travailler, avoir un emploi salarié tandis qu'on assiste au même moment à des rêves ou déclamations sur la fin du travail, dénonciation de l'aliénation et rêve de temps libre. Si elles ont cette volonté d'avoir un emploi, c'est clairement parce qu'il y va alors de leur autonomie économique. Exemple dans le domaine de la pensée : la construction du sujet femme a été revendiquée au plus fort de la critique du sujet occidental, dans le temps même des réflexions sur la mort de l'homme. Anachronisme ou paradoxe ? Plutôt contretemps : les temps ne sont pas toujours les bons, ne sont pas les mêmes pour tous. Coller à son temps est une image inadéquate à l'histoire de l'émancipation des femmes. Autre exemple, d'actualité : le premier Traité européen, signé à Rome en 1957, dit, en son article 119, qu'il faut une égalité de rémunération entre hommes et femmes. L'avancée est remarquable comparée aux diverses constitutions nationales. On peut même s'en féliciter, y compris en reconnaissant qu'il a fallu attendre 1975 et 1976 pour obtenir des directives relatives à l'égalité économique hommes-femmes. Mais surtout, il faut commenter l'introduction de cet article 119 ; et cela de deux façons. Tout d'abord, on peut ironiser sur le fait que cette égalité surgit pour empêcher la concurrence de salaires, évidemment déloyale vu l'état inégalitaire du monde économique, entre femmes et hommes. Moins bien payées, les femmes peuvent servir de « jaunes », en temps de grève ou non. C'est donc en fonction d'un système économique, celui de la concurrence, que l'objectif d'égalité des sexes est affiché pour la

13

Les contretemps de
l'émancipation des femmes
par Geneviève Fraisse

première fois en Europe. Ironie de l'histoire, en quelque sorte. Je rappelle, par ailleurs, que la Convention européenne des droits de l'homme, datée de 1950, ne postule l'égalité que par la négative, avec l'énumération des « sans distinction de ⁸ ». Je souligne au passage que l'égalité économique est le support incontournable de toute égalité des sexes... Ensuite, c'est mon deuxième commentaire, on ne boudera pas cette entrée subreptice de la mention cruciale de l'égalité des sexes. Peu importe l'origine, la cause, la finalité de cette mention, l'article 119 a été mis, pour finir, au service d'un objectif politique, celui de l'égalité. Ruse de l'histoire ? Entrer par la petite porte pour ressortir par la grande ?

Ce dernier exemple illustre simplement le propos de ce texte, réflexion sur la temporalité de l'émancipation des femmes. Si les sexes écrivent aussi l'histoire, il serait illusoire d'y voir une simple addition d'un temps (d'action, d'écriture) à d'autres temps historiques, confluences de mouvements et de projets. Le contretemps est, me semble-t-il, l'image la plus proche des distorsions habituelles et répétées que nous constatons souvent dès qu'il s'agit de l'historicité de la question des sexes. Le contretemps dit l'inattendu et l'inopportun. Le féminisme est sûrement intempestif, et cela le rend toujours fragile. Mais, ici, je veux dire plus. Le contretemps n'est pas seulement l'instant ou l'accident ; il a une durée, temporalité sans coïncidence avec d'autres durées, décalage grand ou petit. En prendre la mesure doit permettre d'inscrire cette temporalité dans l'histoire.

Notes

1. Ce texte a été partiellement publié dans « La philosophie et l'émancipation de l'humanité », *Journée de la philosophie à l'Unesco, 21 novembre 2002*, Unesco, 2004.
2. FOURIER, Charles, *Théorie des quatre mouvements et des destinées générales*, édition établie par Simone Debout-Oleszkiewicz, Paris, Éditions Pauvert, 1967, p. 147.
3. SEN, Amartya, *Un nouveau modèle économique, développement, justice, liberté*, Paris, éd. Odile Jacob, 2000, p. 253-4 ; Paris, La Découverte, 2005.
4. BOURDIEU, Pierre, *La domination masculine*, Paris, éd. du Seuil, 1998, p. 95.
5. *Ibid*, p. 10.
6. « Équilibres et populations », n° 85, avril-mai 2003, p. 2.
7. FRAISSE, Geneviève, « Le devenir sujet et la permanence de l'objet », *Nouvelles questions féministes*, n° 1, 2005, p. 14 à 23.
8. FRAISSE, Geneviève, « Inscrire les droits des femmes, expliciter les droits de l'homme », *La Controverse des sexes*, Paris, PUF, 2001, p. 75-88.

14

Les contretemps de
l'émancipation des femmes
par Geneviève Fraisse

Le monde du travail, le pouvoir économique

Marie-Anne Juricic, journaliste et sociologue

Merci d'assister et de participer à ce colloque, qui ce soir, portera sur la thématique suivante : « Le monde du travail et le pouvoir économique », étudiés et analysés à l'aune des rapports sociaux de sexe, en prenant en considération la dimension sexuée, *genrée* de la sphère professionnelle et économique.

Du xx^e siècle à l'orée du xxi^e siècle, nous avons assisté à un mouvement de féminisation du salariat où la continuité de la vie professionnelle des femmes semble s'inscrire dans une démarche spontanée, logique et légitime. Et lorsque l'on mesure à la fois les évolutions, les contrastes et les paradoxes que vivent les femmes sur le marché du travail, d'un côté, nous assistons à une transformation sans précédent dans l'histoire des femmes et dans l'histoire du salariat féminin, mais de l'autre, nous observons que ces mutations majeures n'ont pas éradiqué les mécanismes de production d'inégalités de sexe, qu'il s'agisse des écarts de salaires, des différences de carrières, des ségrégations, du chômage, des sous-emplois ou des emplois précaires.

L'histoire du travail féminin est ainsi jalonnée par toutes sortes d'avancées vers l'égalité, par des stagnations, mais aussi par des régressions, des inégalités, ou qui se reconduisent, ou qui se déplacent. C'est pourquoi interroger l'activité, le travail, le chômage et le sous-emploi permet de saisir les bouleversements qui ont affecté les modalités de l'activité féminine tout en questionnant les rapports sociaux de sexe et les statuts des femmes et des hommes au sein de la société.

En effet, jusqu'où et comment, le repositionnement des femmes sur le marché du travail et son rééquilibrage au sein de la population active ébranlent-ils les fondements millénaires et planétaires de la domination masculine ? Comment les inégalités professionnelles et économiques s'agencent-elles dans un monde où le travail est en pleine mutation, dans un univers où le chômage perdure, sévit, guette et menace un certain nombre d'individus, en fragilisant *de facto* une population active qui doit faire face à une économie complexe, erratique et qui se mondialise de plus en plus.

Depuis environ trente ans, l'étude sur les femmes, sur la différence des sexes, sur la construction sociale des identités féminines et masculines s'est développée et imposée de plus en plus, et les travaux de sociologues comme Margaret Maruani, Jacqueline Laufer, Danielle Kergoat ou Dominique Méda – et j'en oublie encore beaucoup d'autres –, ont non seulement montré l'importance des analyses sexuées du monde du travail, mais bien plus que cela.

Ces travaux ont mis en scène tout l'enjeu politique, social, économique qui existe entre les sexes à la fois dans le monde du travail et dans la société en général, puisque occuper une certaine place professionnellement, être exclue de l'emploi, être au RMI ou être au chômage, avoir un travail précaire, être considérée comme inactive ou comme une travailleuse peu qualifiée, ne regarde pas uniquement la sphère professionnelle, mais engage toute une vie, et concerne le statut social, relationnel, culturel, économique et psychologique, qui d'ailleurs soulève la question du pouvoir, de l'égalité,

15

Le monde du travail,
le pouvoir économique
par Marie-Anne Juricic

de la liberté et des déterminismes sociaux comme la reconduction ou la répétition des inégalités entre femmes et hommes. Et je pense de façon plus générale, que les inégalités dans le travail, les discriminations et l'absence de travail, interpellent le fonctionnement de la démocratie.

Si aujourd'hui les femmes ont massivement investi le monde du travail salarié (je rappelle que la part des femmes dans la population active s'élève à 46 %), elles n'en demeurent pas moins victimes de discriminations à l'embauche. Selon la revue *Rebonds* de mars 2000, près d'un quart des recruteurs avouent, lors d'un entretien d'embauche, interroger une postulante sur son projet maternel, alors que la loi l'interdit.

Le salaire des femmes est inférieur d'environ 26 % en moyenne à celui des hommes. 80 % des salaires les plus bas sont des salaires féminins. Dans les grands corps d'État, les femmes constituent à peine 15 % des effectifs alors que le taux de féminisation de la fonction publique est de 55 %. Les femmes perçoivent moins de primes que les hommes, même si elles ont globalement de meilleures conditions de travail que les hommes, vu que ceux-ci occupent plus souvent des postes professionnels plus dangereux et plus nocifs pour la santé.

Quels que soient la catégorie professionnelle, la qualification ou l'âge observé, les femmes sont plus touchées par le chômage que les hommes. En plus, le chômage féminin apparaît moins choquant que le masculin car il bénéficie d'une certaine tolérance sociale. Les femmes occupent plus souvent des emplois précaires et connaissent un taux de licenciement supérieur à celui des hommes et surtout elles sont plus souvent amenées à changer d'emploi au cours de leur vie ; un exemple : en 1999, le taux de rotation des femmes salariées était de 45,7 % contre 28,5 % pour les hommes.

16

Le monde du travail,
le pouvoir économique
par Marie-Anne Juricic

Le travail à temps partiel constitue la discrimination la plus emblématique sur le marché de l'emploi : 83 % des personnes travaillant à temps partiel sont des femmes. Or ce type de travail là, signifie aussi salaire partiel, chômage partiel, et retraite partielle. Faut-il rappeler encore que l'accès en masse des femmes au monde du travail salarié ne les a pas dédouanées du travail domestique – qui reste malheureusement encore souvent (même si les choses évoluent un peu) l'apanage des femmes – et en même temps ce travail est effectué gratuitement.

Pour ce qui a trait à la concentration des emplois féminins, les femmes restent plus limitées dans leur choix professionnel que les hommes. De plus, elles sont moins présentes dans les secteurs les plus rémunérateurs : elles deviennent souvent enseignante, infirmière, assistante sociale ou occupent des emplois de personnels de service.

Si l'inégalité entre les sexes est toujours de mise dans la sphère professionnelle et économique, en revanche les cadres juridiques français et européen favorisent pourtant une égalité professionnelle, qui peine à se traduire dans les faits. La loi de décembre 1972 a instauré dans le code du travail le principe d'égalité de rémunération entre les sexes, pour les travaux

de valeur égale. En 1983, Yvette Roudy, ministre des droits des femmes a fait voter une loi favorisant l'égalité entre les sexes dans tous les domaines professionnels. En mai 2001, la loi Génisson comporte un caractère obligatoire quant à l'égalité professionnelle. Mais force est de constater que les tâches domestiques et parentales pèsent sur les carrières féminines et les lois restent peu appliquées. Au niveau du cadre européen, plusieurs directives garantissent l'emploi des femmes et l'égalité des rémunérations. De plus, une directive de 1997 consacre le renversement de la charge de la preuve dès lors qu'existe une présomption de discrimination : en cas de plainte, ce sont aux employeurs de prouver que la différence de salaire est objectivement justifiée et non plus aux salariées.

L'union européenne se préoccupe aussi de la sphère domestique : la résolution du conseil de l'Europe du 29 juin 2000 consacre le principe d'un partage équilibré entre parents, pour les activités familiales et professionnelles. Enfin, des programmes spécifiques pour améliorer l'égalité entre femmes et hommes sont et peuvent être financés par l'Europe.

Pour finir, je voudrais faire référence à l'ouvrage de Pascale Molinier : *L'Énigme de la femme active. Égoïsme, sexe et compassion*¹, aux éditions Payot, qui reste un ouvrage capital pour comprendre en quoi le travail crée l'identité sexuée. Le livre montre également que l'identité est l'armature de la santé mentale, et questionne de façon judicieuse l'articulation qui existe entre le travail féminin et le souci de l'autre, la compassion et l'éthique de la sollicitude. Plus généralement, Pascale Molinier analyse ce qu'elle appelle « les défaites de la femme active » et qui se traduisent par une crise, un épuisement, un débordement, par de la culpabilité, de la dépréciation de soi de la part de certaines femmes actives. Car être à l'écoute, répondre aux besoins d'autrui, soigner la maladie et la souffrance des plus vulnérables, être disponible à l'envi, faire face à l'agressivité, à l'impatience et aux rapports sociaux de hiérarchie, tel est souvent le travail des femmes. Or assister, soutenir, soigner, anticiper les besoins d'autrui constitue un effort et un entraînement psychologique qui résultent d'une construction sociale, mais qui a un coût en termes de santé mentale et physique.

Et les hommes dans tout cela, comment leur virilité ou leur masculinité s'agence-t-elle dans la sphère professionnelle, intime et économique ? Souhaitent-ils déconstruire les rapports d'inégalité entre les sexes ? Car les hommes doivent être convoqués aussi au premier plan, si on veut que la situation entre les sexes change.

On le voit bien, prendre en considération la dimension sexuée du monde du travail et du pouvoir économique demeure une question cruciale pour appréhender à la fois les évolutions et les inégalités entre les femmes et les hommes, mais aussi pour comprendre le politique et lutter contre les injustices sociales, économiques et politiques qui émaillent les relations entre les sexes.

Notes

1. MOLINIER, Pascale, *L'énigme de la femme active. Égoïsme, sexe et compassion*, Paris, Payot (Rivages), 2003.

17

Le monde du travail,
le pouvoir économique
par Marie-Anne Juricic

Le pouvoir économique des femmes sur le marché du travail : une réalité ambivalente

Isabelle Puech, sociologue ¹

Évolution de l'activité féminine

Depuis les années soixante, les femmes ont investi massivement le monde du salariat. Aujourd'hui, en France, près de 12 millions de femmes sont présentes sur le marché du travail, ce qui signifie que près de la moitié de la population active est composée de femmes (46 % selon l'enquête Emploi de l'Insee en 2003). 80 % des femmes âgées entre 25 et 49 ans sont actives. Les femmes travaillent de plus en plus, y compris lorsqu'elles ont des enfants. Le modèle d'activité des femmes n'est plus celui du choix (travailler ou avoir des enfants), ni celui de l'alternative (s'arrêter de travailler lorsque la femme a des enfants, reprendre une activité, souvent à temps partiel), mais bien celui du cumul (travailler, y compris aux âges de la maternité)².

Les profondes transformations de l'activité féminine sont étroitement liées aux progrès des niveaux d'éducation des filles qui réussissent mieux que les garçons dans le secondaire comme dans l'enseignement supérieur³. De ce fait, les femmes accèdent plus qu'hier aux postes à responsabilités dans l'entreprise, aux emplois de cadres et aux emplois techniques. Entre 1982 et 2002, parmi les emplois de cadres par exemple, la part de femmes est passée de 34 % à plus de 40 %⁴. Les femmes ont aussi investi certaines professions autrefois réservées aux hommes, dans le domaine de la magistrature et de la médecine notamment. Ainsi, entre 1982 et 2002, la part de femmes parmi les professionnels du droit est passée de 28 à 46 %, et parmi les médecins de 36 à 43 %. Ceci dit, les femmes continuent à accéder moins souvent que les hommes aux fonctions les plus prestigieuses ou aux postes les plus élevés. Aujourd'hui, en France, seuls 15 % des chefs d'entreprises sont des femmes. Le « plafond de verre » semble résister aux progrès observés sur le marché du travail. Et ce n'est pas la seule inégalité sexuée fortement incrustée dans la sphère professionnelle.

Des inégalités récurrentes

Un taux de chômage féminin socialement toléré ?

Bien que la France soit passée en dessous de la barre fatidique des 10 %, le taux de chômage moyen donné par les instituts de l'emploi ou diffusé dans les médias (autour de 8,9 % en 2005) occulte une grande partie de la réalité sociale. Ce taux moyen ne signifie pas grand-chose lorsque l'on voit que 23 % des jeunes femmes de moins de 25 ans sont au chômage (contre 18 % des jeunes hommes), et que près du tiers des jeunes étrangères sont dans cette situation. On est loin de la moyenne de 8,9 %... Comme l'a montré Margaret Maruani⁵, il existe une tolérance sociale à l'égard des inégalités sexuées sur le marché du travail, en particulier en matière de taux de chômage. Le chômage des femmes semble mieux accepté socialement que le chômage des hommes, y compris lors de la sortie du système éducatif. Tous niveaux de diplômes confondus, à la sortie de leur système de formation, 69 % des garçons accèdent rapidement et durablement à l'emploi, contre 56 % des filles. Pourtant, ces dernières réussissent mieux que les garçons à l'école...

La non-mixité des emplois

Malgré des orientations moins spécialisées, sur le marché du travail, hommes et femmes n'occupent pas les mêmes espaces. L'activité des femmes sur le

18

Le pouvoir économique des femmes sur le marché du travail : une réalité ambivalente
par Isabelle Puech

marché du travail se concentre toujours dans un nombre très restreint de professions du secteur tertiaire, et ce phénomène ne s'est pas atténué avec le temps. 76 % des employés sont des femmes et l'activité féminine se concentre dans six CSP (toujours les mêmes) qui regroupent 60 % de l'emploi féminin : les personnels de service aux particuliers, les employés administratifs d'entreprise, les employés civils et agents de service de la fonction publique, les professions de la santé et du travail social, les employés de commerce, et les instituteurs et assimilés. Cette concentration de l'activité féminine n'a pas évolué puisqu'il y a vingt ans, c'était déjà dans ces professions que l'activité des femmes était la plus concentrée⁶. Des professions faisant appel à des qualités qui seraient naturellement «féminines», qui ne sont pas reconnues comme de véritables qualifications et qui ne sont donc pas rémunérées «à leur juste valeur».

Les écarts de salaire entre hommes et femmes

Les inégalités salariales entre les sexes se sont réduites au fil du temps, mais elles semblent ne plus évoluer depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. Aujourd'hui, l'écart moyen de salaire entre les hommes et les femmes est de 25 %. Le fait que beaucoup de femmes travaillent à temps partiel avec un salaire réduit en proportion explique en partie cet écart. Néanmoins, lorsqu'on ne prend en compte que les travailleurs à temps complet, un écart de salaire de 10,7 % demeure. D'abord parce qu'hommes et femmes n'occupent pas les mêmes emplois : les femmes sont surreprésentées parmi les emplois non qualifiés du tertiaire et elles occupent moins souvent que les hommes des postes à responsabilités dans l'entreprise. Néanmoins, lorsque l'on calcule les écarts de salaire toutes choses égales par ailleurs, à profession et à niveau de formation égal, un écart persiste de 5,1 % et qui ne s'explique que par de la discrimination pure à l'égard des femmes⁷.

Ces inégalités récurrentes s'inscrivent dans une tendance lourde – la précarisation de l'emploi – qui se nourrit et en même temps aggrave les inégalités sexuées sur le marché du travail.

Précarisation du travail et de l'emploi des femmes

Le développement des emplois temporaires

Lorsque l'on regarde les chiffres de l'emploi temporaire (Intérim, CDD, stages et contrats aidés), l'ampleur peut paraître faible au premier abord : en mars 2002, les emplois temporaires représentent 9,9 % de l'emploi salarié en France⁸. Il n'y a donc pas un phénomène de banalisation du travail temporaire.

Néanmoins, lorsque l'on raisonne en termes de flux, c'est-à-dire d'emplois créés, on voit bien qu'au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, le nombre d'actifs occupant un emploi temporaire a explosé : les emplois à durée limitée sont devenus les principaux insufflateurs de la dynamique de l'emploi en France.

La montée de l'emploi temporaire participe d'un phénomène plus large de précarisation de l'emploi qui se manifeste notamment par le développement de formes d'emplois dites atypiques, c'est-à-dire d'emplois qui s'écartent de la norme de l'emploi à temps complet et à durée indéterminée (emplois

19

Le pouvoir économique des femmes sur le marché du travail : une réalité ambivalente
par Isabelle Puech

temporaires et temps partiel). Sur plus de 5,7 millions d'emplois atypiques, près de 4 millions sont occupés par les femmes. 60 % des CDD, des stages et des contrats aidés sont occupés par des femmes⁹. Des femmes qui cumulent souvent les précarités : lorsqu'elles occupent un emploi temporaire, il n'est pas rare qu'il soit à temps partiel. Or en matière de discrimination et de précarité, c'est bien le temps partiel qui détient la « palme d'or ».

Le temps partiel : une forme d'emploi spécifiquement féminine

Aucune autre forme d'emploi n'est à ce point sexuée : 83 % des travailleurs à temps partiel sont des travailleuses¹⁰. Pour comprendre ce phénomène, il faut savoir que la plupart des emplois créés depuis le début des années 1980¹¹, sont des emplois occupés par des femmes à temps partiel. Le développement de cette forme d'emploi a été très fortement encouragé par une multitude d'incitations des pouvoirs publics qui ont rendu, pour les employeurs, cette forme d'emploi très attrayante, tant du point de vue de son coût (allègement de charges octroyées en cas d'embauches à temps partiel jusqu'en 2000) que de son organisation (souplesse des horaires...). La création d'emplois à temps partiel a concerné les secteurs les plus féminisés de sorte qu'aujourd'hui, près de 30 % des femmes travaillent à temps partiel, contre seulement 5 % des hommes.

Contrairement à une idée reçue, le travail à temps partiel ne répond pas à une demande sociale des femmes qui voudraient mieux concilier leur vie familiale et leur activité professionnelle. Lorsque l'on regarde les chiffres, on se rend compte en effet que les plus forts taux de temps partiel chez les femmes se situent chez les plus jeunes (moins de 25 ans), qui n'ont donc pas encore de charges de famille, et chez les plus âgés (plus de 55 ans), qui en sont dégagées.

Pour les femmes qui ne souhaitent pas augmenter leur temps de travail, le temps partiel répond avant tout à un « choix » contraint par la lourdeur des charges domestiques et familiales. Les femmes consacrent en effet deux fois plus de temps aux tâches domestiques que les hommes (5 heures par jour en moyenne, contre 2,5 heures pour les hommes). Et si l'on ne prend en compte que le « noyau dur » de ces activités (courses, cuisine, vaisselle, linge, soins matériels aux enfants), celui-ci est pris en charge à 80 % par les femmes. Lorsque l'on compare les deux dernières enquêtes emploi du temps de l'Insee (1986 et 1999), c'est la lenteur de l'évolution qui frappe : en 13 ans, la participation des hommes au travail domestique n'a augmenté que d'une dizaine de minutes par jour (celle des femmes a baissé de 20 minutes)¹².

Dans ces conditions, difficile de parler de libre choix lorsque les femmes sont forcées de prendre un temps partiel afin de mieux gérer leurs charges familiales. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas cette forme de temps partiel qui a le plus progressé ces dernières années, c'est le temps partiel subi, imposé à l'embauche. Aujourd'hui, près d'1 400 000 personnes sont en situation de sous-emploi en France, dont 90 % de personnes, majoritairement des femmes, qui travaillent à temps partiel et qui voudraient travailler plus.

Cette forme de temps partiel contraint va de pair avec des conditions de travail particulièrement difficiles – rapidité du rythme de travail, efforts physiques, risques professionnels, mauvaises conditions d'hygiène au travail – et des horaires de travail particulièrement flexi-

20

Le pouvoir économique
des femmes sur le marché
du travail : une réalité
ambivalente
par Isabelle Puech

bles – horaires décalés, fragmentés, variables, imprévisibles – ce qui contribue à complexifier fortement la gestion de la vie familiale, puisque ces horaires flexibles sont loin d’être adaptés aux horaires des modes de garde des enfants, aux horaires des transports, ou encore à ceux des administrations.

En outre, si travailler à temps partiel c’est travailler moins longtemps qu’un temps complet, dans l’esprit des employeurs, des collègues de travail, et des salariés eux-mêmes, travailler à temps partiel c’est *ne pas être dans la norme* de l’emploi à temps complet. C’est être en décalage par rapport à la norme. C’est donc travailler moins, toucher un salaire moindre, c’est aussi occuper des emplois qui vont être, parce qu’ils sont occupés à temps partiel, stigmatisés comme non qualifiés, alors que les emplois à temps complet garantiraient un minimum de professionnalité. En d’autres termes, le fait de travailler à temps partiel va avoir des conséquences sur tous les éléments qui définissent le statut au travail¹³ : à travail égal et à niveau de formation égal, un salarié à temps partiel aura moins de primes ou encore moins de possibilités de promotion qu’un temps complet. Pourquoi ? Parce que travailler à temps partiel, c’est souvent pour les employeurs et parfois pour les travailleurs eux-mêmes, être moins motivé, moins impliqué dans l’entreprise et donc faire un travail de moindre valeur que les autres¹⁴. Ces représentations sociales du temps partiel stigmatisent ainsi les femmes qui occupent ces emplois et confinent une partie du salariat féminin dans des emplois peu qualifiés ou stigmatisés comme tels, donc faiblement rémunérés : près de 80 % des emplois à bas ou très bas salaires¹⁵ sont des emplois à temps partiel¹⁶.

En France, parmi les 3,4 millions de travailleurs pauvres, c’est-à-dire de personnes qui touchent moins que le Smic, 80 % sont des femmes, majoritairement à temps partiel.

Si l’on met en lien ce qui vient d’être dit au titre de cette conférence, « Le monde du travail – Le pouvoir économique », on voit bien que si l’accès au salariat des femmes a permis à une part croissante d’entre elles d’accéder à des emplois qualifiés, à des métiers autrefois réservés aux hommes, il y a aussi de plus en plus de femmes qui sont confinées dans des emplois peu qualifiés dans lesquels elles se maintiennent « faute de mieux » parce que leur revenu, si faible soit-il, est loin d’être un salaire d’appoint mais réellement une source de revenu indispensable à la famille. Indispensable à la survie économique à la famille mais loin d’être suffisant, ce qui explique que les femmes les moins qualifiées, les plus faiblement rémunérées, se retirent du marché du travail lorsque certaines mesures les y incitent (APE). Des mesures qui reviennent généralement sur le devant de la scène dès que le taux de chômage se fait trop menaçant. Aujourd’hui, la volonté incontestable des femmes de travailler ne s’accompagne pas d’une volonté forte des pouvoirs publics de permettre aux femmes d’avoir les mêmes chances d’accès à l’emploi, d’occuper les mêmes postes que les hommes, dans les mêmes conditions, sans être pénalisées par le manque et le coût des modes de garde des enfants en bas âge.

21

Le pouvoir économique des femmes sur le marché du travail : une réalité ambivalente
par Isabelle Puech

Notes

1. PUECH, Isabelle, post-doctorante au DULBEA, rattachée au laboratoire Cultures et sociétés urbaines du CNRS.
2. MARUANI, Margaret, *Travail et emploi des femmes*, Paris, La Découverte, 2000, rééd. 2003.
3. BAUDELLOT, Christian et ESTABLET, Roger, *Allez les filles!*, Paris, Éditions du Seuil, 1992.
4. MERON, Monique, « Des femmes et des métiers : encore bien loin de la parité », dans MARUANI, Margaret, (dir.), *Femmes, genre et sociétés. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2005, p. 247-255.
5. MARUANI, Margaret, *Les Mécomptes du chômage*, Paris, Bayard, 2002.
6. MERON, Monique, « Des femmes et des métiers : encore bien loin de la parité », *op. cit.*
7. MEURS, Dominique, PONTHEUX, Sophie, « Écarts de salaires », dans MARUANI, Margaret, *Femmes, genres et sociétés, l'état des pouvoirs*, Paris, La Découverte, 2005, p. 256-264.
8. GONZALEZ-DEMICHIEL, Christine, NAUZE-FICHET, Emmanuelle, SEGUIN, Sébastien « Les performances du marché du travail au tournant du XXI^e siècle », *Données sociales 2002-2003*, Paris, Insee, 2003, p. 173-181.
9. 11,3 % des femmes occupent un emploi temporaire, contre 6,3 % des hommes.
10. MARUANI, Margaret, *Travail et emploi des femmes, op. cit.*
11. Entre 1985 et 1995, 88,5 % des emplois créés l'ont été à temps partiel.
12. BROUSSE, Cécile, « La répartition du travail domestique entre conjoints reste largement spécialisée et inégale », Paris, *France portrait social*, INSEE, 1999, p. 135-151.
13. PUECH, Isabelle, « Le non-partage du travail domestique », in MARUANI, Margaret, (dir.), *Femmes, genre et sociétés, l'état des savoirs, op. cit.*, p. 176-183.
14. MARUANI, Margaret, « Statut social et modes d'emploi », *Revue française de sociologie*, vol XXX-1, janvier mars 1989, p. 31-39.
15. ANGELOFF, Tania, *Le temps partiel, un marché de dupes?*, Paris, Syros, 2000.
16. ANGELOFF, Tania, « Des miettes d'emploi : temps partiel et pauvreté », *Travail, genre et sociétés*, n° 1, 1999, p. 43-70.

22

Le pouvoir économique
des femmes sur le marché
du travail : une réalité
ambivalente
par Isabelle Puech

Le champ politique, du local à l'international

Corinne Deloy, chargée d'études à l'Institut d'études politiques de Paris

Introduction

Les Françaises ont été parmi les dernières en Europe à se voir reconnaître le droit de vote et d'éligibilité : elles sont devenues électrices et éligibles le 21 avril 1944. Côté comportement électoral, la seule vraie différence existant, en France, entre les hommes et les femmes concerne le vote en faveur des extrêmes. Ainsi, par exemple, si les femmes avaient été seules à voter le 21 avril 2002, Jean-Marie Le Pen n'aurait pas été présent au second tour de l'élection présidentielle. Soixante ans après le 21 avril 1944, s'agissant du vote, qui résulte de leur seul choix dans l'isoloir et dépend donc entièrement des femmes elles-mêmes, le bilan est positif même si celles-ci sont toujours un peu plus nombreuses que les hommes à s'abstenir. La situation est, en revanche, beaucoup plus incertaine du côté de l'éligibilité, dépendant, quant à elle, de nombreux autres facteurs.

Les femmes représentent plus de 51 % de la population mondiale, 45 % de la population active et 15,4 % des élus au niveau national ! L'Europe se situe un peu au-dessus de la moyenne mondiale avec 17,8 % d'élues. Neuf États européens – les pays scandinaves mais également les Pays-Bas, la Belgique, l'Autriche, l'Allemagne et, depuis l'an passé, l'Espagne – comptent plus de 30 % d'élues, soit le seuil fixé par le Conseil de l'Europe et à partir duquel on considère que les femmes peuvent exercer une véritable influence sur l'action du Parlement. La France, quant à elle, compte 12,3 % de femmes députés, un chiffre qui place notre pays au 21^e rang de l'Europe des vingt-cinq et au 69^e rang mondial.

La configuration est identique au niveau régional ou local : les pays du Nord de l'Europe possèdent des Assemblées beaucoup plus féminisées que celles des États du Sud. Là encore, la France est à la traîne par rapport à ses partenaires européens, même si la loi sur la parité a récemment permis une augmentation de la part des femmes au sein des assemblées régionales. Ainsi, 47,6 % des élus des dernières élections régionales de mars 2004 sont des femmes. Mais si leur nombre s'est accru, celles-ci restent sous-représentées au sein de la hiérarchie des assemblées régionales, demeurant minoritaires aux postes à responsabilités. Une seule femme préside aujourd'hui une région française. De même, au niveau départemental, seules trois femmes sont aujourd'hui présidentes de conseils généraux. Le nombre de femmes élues conseillères générales n'a que peu progressé lors des deux derniers scrutins de 2001 et 2004. Avec 10,9 % d'élues, les conseils généraux restent des assemblées très largement masculines. En mars 2004, l'application de la loi sur la parité aux élections régionales n'a pas eu d'effet d'entraînement sur les scrutins cantonaux qui se déroulaient les mêmes jours.

Mais les femmes ne sont pas, en France, complètement absentes du pouvoir politique, occupant beaucoup plus facilement des fonctions ministérielles qu'elles n'accèdent à la députation. Trois d'entre elles entrèrent même au gouvernement avant que les femmes n'obtiennent le droit de vote. Les différences sont cependant nombreuses entre l'accession à un poste de ministre et l'élection par le peuple qui conduit à exercer des fonctions de parlementaire. Tout d'abord, nommé, un ministre est par conséquent

23

Le champ politique,
du local à l'international
par Corinne Deloy

révocable à tout moment. Dans 99 % des cas, sa nomination est d'ailleurs le fait d'un homme. Mais surtout, un ministre n'a pas pour fonction de représenter mais de gouverner. Il est d'ailleurs choisi pour ses compétences et son expérience personnelles et, ne tenant pas son sort d'une élection, il ne parle pas au nom de la nation ; par conséquent, la symbolique de la représentation lui échappe. Les femmes en France sont donc, d'une certaine façon, moins interdites de tout accès au pouvoir politique que privées de la possibilité d'être représentantes.

Qualifiée de « mal français », cette absence de femmes au sein des organes de décision a longtemps été expliquée par des raisons historiques : la loi salique qui a écarté les femmes de la succession au trône de France ou la Révolution française qui les a exclues de la citoyenneté. Mais, à ces raisons historiques, se mêlent d'autres causes structurelles que j'exposerai rapidement ici.

Quatre facteurs principaux affectent l'accès des femmes à des mandats électoraux : le système électoral et le mode de scrutin en vigueur, les formations politiques, la loi électorale au sens large, et plus particulièrement des mesures mises en place pour favoriser la représentation politique des femmes, et enfin le rôle de la société civile.

Le système électoral

Parce qu'il est le moyen par lequel les votes en faveur de partis politiques se transforment en sièges et en nombre de représentants, le système électoral est un élément crucial de la représentation politique. Il existe dans l'Union européenne deux systèmes électoraux principaux : le système majoritaire, uninominal ou plurinominal – en vigueur au Royaume-Uni et en France – et le système proportionnel – largement répandu dans les vingt-trois autres États.

On observe une forte corrélation entre le niveau de représentation des femmes au sein du Parlement et le système électoral en vigueur dans le pays. De fait, la grande majorité des États dans lesquels les femmes constituent plus de 30 % des élus du Parlement ont adopté un système proportionnel. Plus que la proportionnalité, c'est le scrutin de liste qui favorise la féminisation des Parlements quand le scrutin majoritaire – dans lequel la prime au sortant est très importante – uniformise l'offre électorale. Dans un système proportionnel de liste, il est non seulement possible mais même recommandé que les deux sexes soient représentés afin que l'absence de femmes n'ait pas un effet négatif sur l'électorat, ce qui augmente *in fine* les chances des femmes d'être élues. Enfin, les formations politiques sont généralement plus nombreuses à concourir aux élections dans les systèmes proportionnels, ce qui favorise encore les candidatures féminines et augmente le nombre d'élues.

Les élections européennes témoignent encore du fait que le système proportionnel est plus favorable à la représentation des femmes. Le Parlement de Strasbourg, institution élue au suffrage universel depuis vingt-cinq ans, compte une part d'élues beaucoup plus élevée que les Parlements nationaux des États membres de l'Union. Depuis les dernières élections de juin 2004, le Parlement européen comprend 30 % de femmes. On constate que les

24

Le champ politique,
du local à l'international
par Corinne Deloy

États membres possédant le plus faible niveau national de représentation féminine comptent un pourcentage élevé de femmes élues au Parlement européen. Ainsi, entre 1999 et 2004, soit avant l'instauration de la parité, 42,5 % des élus français de Strasbourg étaient des femmes. Il est vrai que partout en Europe, les hommes investissent en priorité la scène nationale, délaissant volontiers l'arène européenne à laquelle les femmes ont donc plus facilement accès. La France compte aujourd'hui 43,5 % de femmes parmi ses députés européens, soit trois fois et demi la proportion des élues du Palais Bourbon.

Le partis politiques

Par leur idéologie, mais surtout par leur organisation et leur mode de fonctionnement, et notamment dans le mode et le processus de sélection des candidats, les formations politiques jouent un rôle déterminant dans la représentation et la participation politique des femmes. Lorsque la volonté existe, des études montrent que l'accès des femmes à la candidature est rendu plus aisé quand la sélection des candidats dépend des militants et donc du niveau local, qu'elle ressort à la responsabilité des structures centrales du parti. Pour résumer, on dira que si la volonté doit partir du sommet de la hiérarchie, la sélection doit, elle, plutôt venir de la base.

La féminisation est également corrélée à l'idéologie des formations politiques. Les partis mettant en avant les valeurs d'égalité, de modernisation et de changement et les plus sensibles au progrès social sont souvent les plus engagés dans la féminisation de la vie politique. Ainsi, les formations de gauche se sont mobilisées plus tôt en faveur d'une plus juste représentation des femmes que les partis de droite, plus favorables à la liberté de choix. Les formations écologistes ont également toujours été à la pointe du combat en faveur de la féminisation de la vie politique, accueillant très tôt un grand nombre de femmes dans leurs structures internes.

Enfin, les partis politiques peuvent mettre en place des mesures plus logistiques pour encourager les femmes à accéder à des fonctions électives : programmes de formation mais aussi système de gardes d'enfants ou toute autre mesure permettant de concilier engagement politique et responsabilités professionnelles et familiales, celles-ci étant toujours à 80 % assumées par les femmes. Dans la plupart des cas d'ailleurs, on observe que les femmes entrent tard en politique, c'est-à-dire le plus souvent après avoir élevé leurs enfants.

La loi électorale et les mesures mises en place pour favoriser la représentation des femmes au niveau politique.

Trois États européens, la Belgique, la France et la Grèce (même s'il s'agit du seul niveau local pour ce dernier pays), ont mis en place des mesures législatives destinées à favoriser la représentation des femmes au sein des assemblées élues.

La France a inscrit, le 28 juin 1999, la parité dans sa Constitution, ajoutant à l'article 3 de son texte fondamental la phrase suivante : « La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives » laissant aux partis politiques la responsabilité de mettre en œuvre ce principe. La parité, qui est une première mondiale, diffère des

25

Le champ politique, du local à l'international
par Corinne Deloy

quotas dans le sens où elle n'a pas pour objectif de représenter une minorité mais d'aider à la visibilité des femmes dans l'espace public et politique au nom de l'égalité de statut entre hommes et femmes. De plus, la parité a été votée en France à titre définitif tandis que les quotas ne constituent, le plus souvent, que des mesures transitoires.

Les municipales de mars 2001 ont constitué le premier test d'application de la loi sur la parité. À cette occasion, celle-ci a montré son efficacité : 30 % de femmes élues, c'est-à-dire 80 % de plus que lors du précédent scrutin municipal de 1995. Les législatives de juin 2002 ont cependant montré que les partis préféraient souvent s'acquitter d'une sanction financière plutôt que de féminiser leurs candidatures. Ainsi, à l'issue du dernier scrutin législatif, l'UMP, qui comptait 20 % de candidates, a dû régler 4 millions d'euros et le Parti socialiste, qui a présenté 36 % de femmes, 1,5 million.

Les quotas

Vingt-six partis politiques, parmi les vingt-cinq États de l'Union européenne, ont mis en place des quotas afin de favoriser la féminisation de la vie politique. L'objectif premier d'un quota est de recruter des femmes aux postes politiques, mais en nombre suffisant de manière à s'assurer que leur présence ne constitue pas un simple alibi. Dans la plupart des cas, le quota vise à assurer la présence de 30 à 40 % de femmes, 30 % étant généralement considéré comme le seuil à partir duquel les femmes peuvent avoir une réelle influence au sein d'une assemblée.

Les quotas nous font passer d'un concept d'égalité à un autre, soit du concept d'égalité des chances à celui d'égalité des résultats. L'argument principal en faveur de l'établissement de quotas tient au fait que la disparition des barrières formelles empêchant les femmes d'accéder aux responsabilités politiques n'a pas permis une réelle égalité des chances, un ensemble d'autres barrières, moins manifestes, maintenant toujours la moitié de nos concitoyens à l'écart du pouvoir.

26

Le champ politique,
du local à l'international
par Corinne Deloy

La société civile

Dans les pays scandinaves, l'augmentation du nombre des femmes au sein des assemblées élues durant les trente dernières années a résulté de la pression et de l'action soutenues des syndicats, des associations féminines et du mouvement féministe en général sur les institutions et sur les partis politiques. Ces actions ont conduit les formations politiques à adopter, dès les années soixante-dix, des quotas au niveau des candidatures mais également pour l'attribution des postes à responsabilité au sein des partis. À la même époque, en France, le mouvement féministe, pourtant très influent, n'a pas fait de l'accès à la représentation politique et la participation à l'élaboration de la loi l'une de ses priorités, le combat des femmes portant plus à ce moment-là sur l'égalité professionnelle, le partage des tâches, la libre disposition de son corps, etc.

L'augmentation du nombre de femmes élues ces dernières années est pour une grande part due à l'influence des organisations de femmes et aux pressions qu'elles ont exercées et exercent encore aujourd'hui sur les formations politiques et sur les institutions. Ainsi, au milieu des années quatre-vingt-dix, les intellectuelles et les différents mouvements de femmes ont beaucoup œuvré pour

imposer l'idée de parité dans le débat public et l'inscrire à l'agenda politique.

Enfin, il faut souligner l'apport de l'Union européenne à cette question précise de la féminisation de la vie politique. Dès le début des années quatre-vingt-dix, le Conseil de l'Europe a mis en place un groupe de travail chargé de réfléchir à la question de la démocratie paritaire. Il s'agissait alors de remédier à la rareté des femmes au sein des lieux de pouvoir et de faire de l'égalité des sexes l'un des moteurs de la nécessaire modernisation de la démocratie. Par ses travaux, par l'inscription de la représentation des femmes à l'agenda politique européen, l'Union a beaucoup œuvré pour la représentation politique des femmes, ne serait-ce qu'en interpellant régulièrement chacun des États membres sur ce sujet précis et en les incitant à féminiser leurs institutions. L'égalité entre les sexes figure d'ailleurs parmi les objectifs de l'Union définis dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union, incluse dans le projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe.

Au ^{xvii}^e siècle, un philosophe définissait la liberté, l'accès au savoir et l'accès aux responsabilités comme les trois bastions à conquérir par les femmes. Les deux premiers, la liberté et l'accès au savoir, ont, dans nos pays européens tout au moins, en grande partie cédé mais, à l'aube du ^{xxi}^e siècle, le troisième reste largement à conquérir. Le 21 avril 1944, les Françaises ont gagné le droit d'être représentées. Soixante ans plus tard, il est l'heure pour elles d'avoir enfin accès à leur statut de représentantes.

27

Le champ politique,
du local à l'international
par Corinne Deloy

Les violences envers les femmes en France : contexte, résultats et impact de l'enquête Enveff¹

Maryse Jaspard, maître de conférences à l'[Institut de démographie](#), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Considérée comme essentielle pour l'élimination des inégalités entre les sexes, la lutte contre les violences faites aux femmes a émergé sur la scène internationale, sous la pression des Organisations non gouvernementales féministes, en 1985 à Nairobi, lors de la 3^e Conférence mondiale sur les femmes. Depuis, les grands organismes internationaux ont formulé des recommandations et mis en place des plans d'action pour cerner le phénomène et tenter de l'éradiquer.

En France, la dénonciation des violences contre les femmes a été le fait des militantes féministes dès le début des années soixante-dix. La lutte s'est articulée autour de trois axes : la qualification juridique du viol en tant que crime, la reconnaissance du harcèlement sexuel au travail, la lutte contre les violences conjugales. Les mobilisations se sont faites de façon différente et avec un relatif décalage temporel. Les pouvoirs publics ont apporté des réponses à ces problèmes au plan judiciaire : la loi du 23 décembre 1980 a donné une définition juridique du viol et, en 1992, la réforme du code pénal a introduit des dispositions relatives au harcèlement sexuel au travail et des aménagements qui permettent de prendre en compte les violences conjugales. Les associations de lutte contre les violences faites aux femmes ([Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail-AVFT](#), [Collectif féministe contre le viol](#), [Fédération nationale solidarité femmes](#)) ont reçu des aides de l'État qui les ont confortées dans leur action. En 1995, la mission de coordination de la 4^e Conférence mondiale des femmes a retenu le thème des violences parmi les axes prioritaires de la contribution française et recommandé que la collecte de statistiques précises concernant les violences faites aux femmes soit programmée comme premier temps d'une action intégrée de lutte contre la violence faite aux femmes.

Contexte de l'enquête Enveff

En 1997, la connaissance du phénomène était partiellement cernée par les statistiques administratives (police, justice, associations) et par des enquêtes de victimation peu adaptées. Si les associations d'aide aux victimes connaissaient bien les situations de violence vécues par les personnes qui s'étaient adressées à elles, les recherches qualitatives disponibles étaient peu nombreuses et on ignorait ce qui se passait dans l'ensemble de la population. Aussi, la réalisation d'une enquête en population générale s'avérait indispensable pour prendre la mesure réelle du phénomène. Ce d'autant plus que le débat sur les violences envers les femmes se nourrissait de nombreux préjugés. Cette enquête devait permettre la production de données valides, obtenues sur un échantillon représentatif de la population des femmes résidant en France, et apporter une information utile pour les différents partenaires institutionnels (politiques, sociaux, médias...) et pour l'ensemble de la société.

Profitant de l'élan suscité par la conférence de Pékin, le Service des droits des femmes commande une enquête dès 1997 ; le Secrétariat d'État aux droits des femmes et à la formation professionnelle soutiendra ensuite l'opération. Mais l'enquête verra le jour dans un contexte scientifique très circonspect par rapport à cette thématique. Deux difficultés propres aux recherches françaises se cumulaient : le peu de travaux déjà réalisés sur ce thème et la persistance d'un dénigrement opposé à la qualité scientifique des

28

Les violences envers les
femmes en France
par Maryse Jaspard

recherches-action. Il fallait non seulement relever le défi méthodologique de la mesure d'un phénomène aux contours flous et construire un objet sociologique quantifiable, les violences envers les femmes, mais aussi faire reconnaître la légitimité du sujet et justifier la faisabilité de l'opération. On comprendra ainsi pourquoi, au début, aucun des grands organismes publics de recherche scientifique (INSEE, INED, INSERM...) n'a montré d'intérêt pour ce thème. C'est un centre de recherche universitaire, l'Institut de démographie de l'université Paris I ([IDUP](#)) qui a assuré la coordination de l'enquête réalisée par une équipe de recherche interdisciplinaire². Dès la publication du bilan de l'enquête pilote menée en 1998 par cette équipe, des partenariats se sont mis en place avec des statisticiens de l'INSEE et de l'INED, membres du Conseil national de l'information statistique (CNIS). Finalement, grâce à la pugnacité des chercheuses, l'enquête a reçu le label du CNIS, et a fait partie du programme d'enquêtes statistiques des services publics établi par le Conseil national de l'information statistique pour l'année 2000 (J.O. du 23 janvier 2000). En 2000, le problème des violences contre les femmes était reconnu comme une question légitime de la statistique française³.

Objectifs et méthodologie de l'enquête Enveff

L'enquête Enveff avait pour objectif prioritaire d'évaluer la fréquence des divers types de violences interpersonnelles qui s'exercent envers les femmes, à l'âge adulte, dans leurs différents cadres de vie (couple, famille, travail, lieux collectifs). Tous les types de violences, verbales, psychologiques, physiques et sexuelles ont été pris en compte, quels qu'en soient le(s) auteur(e)s. Au-delà des fréquences, l'enquête Enveff analyse le contexte familial, social, culturel et économique des situations de violence, ainsi que les processus à l'œuvre. Elle étudie les réactions des femmes aux violences subies et leurs recours auprès de leur entourage et des services institutionnels, ainsi que les conséquences de la violence sur la santé physique et mentale, la vie familiale et sociale et l'usage de l'espace.

Première enquête statistique sur ce thème en France, elle ne bénéficiait dans l'Hexagone d'aucune expérience antérieure directement transposable. La construction de la problématique et la méthodologie de recherche se sont appuyées sur le bilan tiré des travaux internationaux sur la question bien qu'il ait été difficile de se référer totalement aux expériences étrangères en la matière : nombre d'enquêtes étaient centrées sur le seul cadre familial et d'autres prenaient en compte seulement la violence masculine.

La collecte des données a été menée en 2000, par téléphone auprès d'un échantillon représentatif de 6 970 femmes âgées de 20 à 59 ans et résidant, hors institution, en métropole. Les procédures d'appel des enquêtées et la gestion des fichiers de numéros de téléphone assuraient le respect de l'anonymat total, la confidentialité et la sécurité des personnes interrogées. En raison de la sensibilité du sujet, et afin de prévenir d'éventuels risques pour les répondantes, le protocole de collecte prévoyait de nombreuses précautions et un dispositif de relais associatif a été mis en place.

Dans la continuité, des enquêtes analogues ont été réalisées en Polynésie (en face à face) et à l'Île de la Réunion (par téléphone) en 2002, en Nouvelle-Calédonie (en face à face) en 2003 sur des échantillons de 1 000 femmes.

[Le questionnaire](#)⁴ d'une durée de 45 minutes reposait sur une méthodologie particulière : l'évocation progressive des actes de violence a facilité la mise en confiance de l'interviewée et favorisé la remémoration d'événements parfois très anciens. Afin d'établir une relation de confiance avec l'interviewée, les questions sur les actes de violence ne viennent qu'à l'issue d'un module recueillant des données contextuelles (caractéristiques familiales, économiques, sociales, résidentielles...), des éléments biographiques et d'état de santé.

Les modules suivants appréhendent les faits de violence subis pendant les douze derniers mois dans les différents cadres de vie : espaces publics, sphère professionnelle, couple, famille. Dans les questions, les mots « violence » ou « agression » ne sont pas utilisés, seuls des « faits » sont évoqués, ils sont décrits avec le plus de précision possible de façon à limiter la part de subjectivité des réponses. Ces modules sont introduits par une définition détaillée du cadre de vie, et les questions sur les actes de violence se répètent à l'identique – dans la mesure du possible – dans chaque contexte. L'investigation porte également sur les circonstances, réactions et recours des femmes auprès de l'entourage ou des institutions, ceci pour le fait le plus grave selon l'avis de l'enquêtée.

La dernière partie du questionnaire mesure les agressions physiques endurées depuis l'âge de 18 ans et les agressions sexuelles subies au cours de la vie. L'âge, les auteurs, les circonstances, et les recours judiciaires sont enregistrés.

Définitions de la violence

Le concept de violences envers les femmes s'inscrit dans une problématique de genre qui analyse la violence masculine comme un mécanisme social contribuant à maintenir la subordination des femmes envers les hommes. Ce qui n'exclut pas que les femmes puissent aussi être vecteurs de la domination masculine, par exemple dans le cas des mutilations sexuelles ou des mariages forcés où elles jouent un rôle considérable ; plus globalement dans les phénomènes de discrimination des filles par rapport aux garçons qui persistent dans l'éducation des enfants, et d'une manière générale dans la reproduction des représentations sexuées.

La définition retenue dans l'enquête Enveff est la suivante : « La violence est fondée sur un rapport de force ou de domination qui s'exerce par les brutalités physiques ou mentales entre au moins deux personnes. Il s'agit d'imposer sa volonté à l'autre, de le dominer, au besoin en l'humiliant en le dévalorisant, le harcelant jusqu'à sa capitulation et sa soumission⁵. » De l'ordre du privé, les violences envers les femmes restent peu visibles et difficiles à mettre en évidence, elles sont souvent occultées, voire déniées, par les victimes elles-mêmes, qu'il s'agisse de violences conjugales, de violences sexuelles ou de harcèlement au travail. Les révélations publiques des souffrances les plus intimes et des drames familiaux ont d'une certaine manière rendu plus visibles certaines formes de violences envers les femmes. Mais, au travers de ces débordements médiatiques, la focalisation sur les situations les plus tragiques, en renforçant des réactions émotives, obère grandement la violence au quotidien, celle que l'enquête Enveff a tenté de cerner.

30

Les violences envers les femmes en France
par Maryse Jaspard

Principaux résultats de l'enquête

Pour estimer la fréquence des divers types de violences (à l'exception des agressions verbales), il a été nécessaire de construire des indicateurs regroupant plusieurs variables :

- Les agressions physiques : donner des gifles, des coups avec ou sans objet contondant, menacer avec une arme, tenter d'étrangler ou de tuer, exercer d'autres brutalités physiques ; plus, enfermer ou empêcher de sortir, abandonner sur la route (en voiture), empêcher de rentrer chez soi, pour le conjugal ; plus, vol avec violences dans l'espace public.

- Les atteintes et avances sexuelles : « pelotage » ; plus dans le cadre du travail, faire des avances sexuelles déplaisantes, imposer des images pornographiques.

- Les agressions sexuelles : attouchement, tentative de rapport forcé, rapport forcé ; pour le conjugal, imposer des rapports sexuels par la force, imposer des gestes sexuels refusés.

- Pressions psychologiques : pour le conjugal, menacer de s'en prendre aux enfants, contrôler les sorties, les relations ; imposer des comportements ; dévaloriser, dénigrer ; refuser de parler, empêcher d'avoir accès aux ressources. Au travail, brimades, dénigrement, mise à l'écart.

Tableau 1 : Proportion de femmes ayant déclaré avoir subi des violences au cours des douze derniers mois dans trois cadres de vie (%).

Âge des femmes au moment de l'enquête	20-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45 ans et +	Ensemble
Dans l'espace public *	(n=717)	(n=1934)	(n=2122)	(n=2197)	(n=6970)
Agressions verbales	24,6	15,2	11,7	8,6	13,2
Agressions physiques	2,7	1,6	1,2	1,7	1,7
Être suivie	12,4	5,8	4,0	2,8	5,2
Exhibitionnisme	8,9	3,3	1,7	1,2	2,9
Atteintes et agressions sexuelles (1)	6,4	2,6	0,9	0,5	1,9
Au travail **	(n=336)	(n=1410)	(n=1599)	(n=1411)	(n=4756)
Agressions verbales	11,7	10,1	8,8	6,2	8,5
Pressions psychologiques	20,2	18,6	15,2	15,7	16,7
- dont harcèlement psychologique (2)	5,2	4,7	3,6	3,1	3,9
Destruction du travail, de l'outil de travail	3,7	2,9	2,3	1,4	2,3
Agressions physiques	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6
Avances et agressions sexuelles (3)	4,3	2,8	1,9	0,7	2,0
Violences conjugales ***	(n=464)	(n=1707)	(n=1872)	(n=1865)	(n=5908)
Agressions verbales	6,1	4,1	4,3	3,9	4,2
Pressions psychologiques	37,6	26,1	23,0	21,0	24,3
- dont harcèlement psychologique (4)	12,1	8,3	7,7	6,7	7,9
Agressions physiques	3,9	2,5	2,5	2,2	2,5
Viol et autres actes sexuels imposés	1,2	0,9	1,0	0,6	0,9

Champ : * ensemble des femmes de 20 à 59 ans ; ** femmes de 20 à 59 ans ayant exercé une activité professionnelle au cours des 12 mois précédant l'enquête ; *** femmes de 20 à 59 ans ayant eu une relation de couple au cours des 12 mois précédant l'enquête.

(1) Essentiellement « pelotage », « coincée pour embrasser » et quelques cas d'attouchement du sexe, de tentative de viol et viol.

(2) Parmi les trois composantes de cet indice (brimades, critiques ou dénigrement, mise à l'écart), l'une au moins a une occurrence fréquente.

(3) Attentions insistantes et gênantes, avances non désirées, imposition d'images pornographiques, pelotage, et quelques cas d'attouchement du sexe, de tentative de viol et viol.

(4) Avoir subi au moins quatre faits constitutifs des pressions psychologiques dont l'un au moins a une occurrence fréquente.

31

Les violences envers les
femmes en France
par Maryse Jaspard

Dans les trois sphères (espace public, travail, couple), quel que soit le type de violence, les femmes les plus jeunes, entre 20 et 24 ans, ont déclaré en avoir subi plus que leurs aînées.

« L'espace public » est un environnement « extérieur », par opposition au couple, à la famille ou au monde du travail : la rue, les transports en commun, les administrations, les magasins, les clubs de sport, les restaurants, les discothèques ou les jardins publics, etc. Dans ce cadre, l'agression la plus fréquente est l'insulte ou la menace verbale. Vient ensuite le « harcèlement de rue », qui correspond à un ensemble de comportements sexistes itératifs dont les femmes peuvent être la cible. Ainsi, le taux de harcèlement sexuel dans les lieux publics s'élève à 10 %. Il est dénoncé par près d'une jeune francilienne sur trois, voire une sur deux si l'on ajoute les agressions verbales. Les espaces publics, particulièrement dans les grandes agglomérations, apparaissent ainsi comme un espace inégalitaire et sexiste. S'il est indéniable que cette forme de harcèlement entrave la libre circulation des femmes dans les espaces publics, il ne conduit pas inéluctablement à des agressions sexuelles caractérisées. À l'aune d'une année, les violences portant plus directement atteinte au corps sont relativement peu fréquentes dans la rue, ces agressions relèvent davantage de la sphère privée.

Au travail, les pressions psychologiques et les agressions verbales sont largement dénoncées. Alors que les injures sont souvent proférées par des clients et usagers, les pressions psychologiques sont plutôt le fait de collègues ou supérieurs. Les collègues féminines participent à ces atteintes. Un rapport équilibré des effectifs d'hommes et de femmes sur le lieu de travail réduit la proportion de toutes les atteintes alors qu'une surreprésentation masculine accroît les manifestations de violence. Les violences physiques sur la personne sont très peu nombreuses dans le monde du travail, la transgression de l'interdit semble quasiment impossible. Les agressions sexuelles (attouchements, tentatives de rapport forcé et rapports forcés) sont rares à l'échelle de l'année. En revanche, 2 % des femmes ont subi des formes de harcèlement sexuel : elles ont dû refuser des avances sexuelles déplaisantes, elles ont été pelotées ou embrassées de force, ont eu affaire à un exhibitionniste ou à un voyeur, ou se sont vues imposer des images pornographiques.

Les violences conjugales

Dès les premières analyses, il ressort que c'est dans le cadre du huis clos conjugal que s'exercent le plus de violences de toutes natures. Bien que les coups et les autres brutalités physiques ou les tentatives de meurtre soient majoritairement le fait des conjoints, le terme de « femmes battues », couramment utilisé, ne rend pas compte de la totalité des violences au sein du couple où les pressions psychologiques tiennent une grande place. Ces pressions psychologiques comprennent les actions de contrôle (exiger de savoir avec qui et où l'on a été, empêcher de rencontrer ou de parler à des amis ou famille), d'autorité (imposer des façons de s'habiller, de se coiffer ou de se comporter en public), les attitudes de dénigrement ou de mépris.

La confusion entre violence et conflit est courante. Le conflit se manifeste principalement par des disputes qui peuvent dégénérer en scènes de ménages

itératives, mais c'est un mode relationnel qui implique la réciprocité entre les protagonistes alors que si la violence peut prendre des formes identiques (agressions verbales et physiques) elle est univoque. Dans la situation de violences, c'est toujours la même personne qui subit les coups et qui cède lors des altercations. Les données de l'enquête Enveff permettent de distinguer les situations de violence des climats conjugaux conflictuels ; je présente ici seulement les résultats sur les violences.

Ainsi la violence conjugale est une réalité aux formes multiples dont la perception n'est pas toujours immédiate, aussi bien pour les auteurs que pour les victimes ou leur entourage. Par-delà les actes violents caractérisés (brutalités physiques et sexuelles), l'accumulation de faits, de gestes, de paroles en apparence sans gravité, peut constituer un comportement violent. Distinguer séparément des types de violences verbales, psychologiques, physiques ou sexuelles s'avère peu pertinent car, dans de nombreux cas, ces formes d'agressions s'entrecroisent. Le terme de situation de violence conjugale apparaît plus à même de rendre compte de la réalité vécue par le plus grand nombre de victimes. C'est pourquoi nous avons calculé des taux globaux de violences conjugales.

Le taux global de violence conjugale regroupe les agressions verbales, les atteintes psychologiques, les agressions physiques et sexuelles ; il tient compte de la multiplicité et de la fréquence des faits cités. La gravité de la situation n'est pas liée à la nature de l'agression (physique, psychologique...), mais à la répétition des faits et au cumul des divers types d'actes violents. Le taux se décompose en deux niveaux. Le premier correspond surtout aux insultes répétées et au harcèlement psychologique et, dans des cas plus rares, à des agressions physiques ou sexuelles uniques ; il concerne trois quarts des femmes en situation de violences conjugales. Le second regroupe les situations de cumul de violences ; ici se produisent souvent des agressions physiques ou sexuelles, répétées ou associées aux violences verbales et au harcèlement psychologique.

33

Les violences envers les femmes en France
par Maryse Jaspard

Tableau 2: Proportion de femmes en situation de violence conjugale au cours des douze derniers mois selon l'âge (%).

Âge des femmes au moment de l'enquête	20-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45 ans et +	Ensemble*
Femmes en situation de violence conjugale	12,1	10,1	9,0	7,6	9,0
Dont (1) - harcèlement psychologique	9,0	8,2	6,5	5,2	6,7
(2) - cumul de violences	3,1	1,9	2,5	2,4	2,3

* Femmes de 20 à 59 en couple au moment de l'enquête.

Avec l'avancée en âge, la proportion de situations de harcèlement psychologique diminue, par contre les situations de cumul se rencontrent à tous les âges de la vie. Les fréquences de ces situations de violences ne sont pas affectées par la présence d'enfants. Au regard du calendrier du déclenchement des actes violents, la thèse d'un engrenage inexorable des types de violences doit être nuancée : des situations de cumul de violences peuvent se déclencher très tôt et perdurer ; à l'opposé, des situations de harcèlement psychologique peuvent se dérouler tout au cours de la vie sans passage à des agressions physiques ou sexuelles.

La fréquence des situations de violence suit les fluctuations des histoires amoureuses, notamment des remises en couple. La multiplicité des unions accroît les taux de violences conjugales : les femmes qui entament une nouvelle vie de couple hors mariage, après une rupture, ont plus souvent affaire à un partenaire violent. Toutefois, le mariage ne protège pas des agressions d'un conjoint : les femmes divorcées ou séparées ont fréquemment été victimes de violences de la part de leur ex-conjoint pendant la vie commune et après la rupture.

Les chômeuses et les étudiantes ont le taux global le plus élevé (plus de 11 %). Toutefois les chômeuses sont deux fois plus dans une situation de cumul de violences (2,9 % contre 1,3 %) que les étudiantes, elles sont ainsi proches des autres inactives et des ouvrières (environ 3 %), et de façon plus inattendue, des femmes cadres (2,6 %). Mais les plus touchées sont de loin les chômeuses non indemnisées : 4,3 % sont en situation de cumul de violences. La sensibilité aux actes violents diffère d'un groupe social à l'autre ; ce phénomène est certainement perceptible pour le harcèlement psychologique, mais il joue très peu dans les situations de cumul. Ce qui permet de confirmer que les violences conjugales gravissimes traversent tous les milieux sociaux.

La présence d'enfants ne freine pas un conjoint violent et les enfants sont les premiers témoins des scènes de violence, ce d'autant plus que la situation est plus grave et inscrite dans la durée. Il est alors aisé d'imaginer la détresse d'une mère victime confrontée à une situation écrasante et contradictoire : maintenir à tout prix la relation pour protéger ses enfants et mettre en danger ces mêmes enfants dans ce contexte violent. Cette situation ne peut être sans effet sur sa vie professionnelle : il y a souvent cumul entre violences intimes et violences au travail⁶.

Alors que la probabilité d'être victime de violences conjugales est multipliée par cinq lorsqu'on a subi des sévices et des coups dans l'enfance et par trois lorsqu'on a été témoin de violences conjugales dans la famille d'origine, on comprendra que la prévention des violences conjugales commence dès le plus jeune âge. Par ailleurs, « rester pour les enfants » ne semble pas ce qu'il y a de mieux pour ces derniers qui, à de rares exceptions près sont spectateurs ; ils sont mis sur la touche d'un match viril qui se déroule dans le huis clos conjugal. Nous avons montré⁷ que la séparation des parents ne grève pas davantage la construction de la personne qu'un climat de violence, « lorsqu'on isole les cas de graves conflits ou climats de violences entre les parents, la part de répétition de la victimation reste identique que les parents se soient ou non séparés avant que la fille ait 14 ans ».

Impact de l'enquête : le voile du silence s'est-il levé ?

En 2000, dans un climat médiatique alors discret sur la question, les deux tiers des victimes de violences sexuelles ont dévoilé ces faits au moment de la passation du questionnaire de l'enquête Enveff, sans doute parce que les conditions d'anonymat de l'enquête s'y prêtaient. Les femmes victimes se taisent parce qu'elles ont peur ; parce qu'elles se sentent coupables et honteuses, elles minimisent les faits de violences qu'elles subissent, quand elles ne les déniaient pas totalement.

34

Les violences envers les femmes en France
par Maryse Jaspard

Les premiers résultats de l'enquête Enveff ont été diffusés deux mois après la mise à disposition du fichier de données, lors de la conférence de presse du 6 décembre 2000. Le numéro de janvier de *Population et sociétés*⁸ qui présentait les premiers résultats, a servi en quelque sorte de référence.

Les médias ont très largement diffusé – de façon plus ou moins exacte selon les supports de communication –, l'ensemble des résultats présentés lors de la première conférence de presse de décembre 2000. Au bout du compte, parmi ces informations, deux chiffres ont plus particulièrement retenu l'attention et font en quelque sorte référence :

- Une femme sur dix est victime de violences conjugales.
- 50 000 viols ont été perpétrés au cours de l'année de l'enquête.

Ces deux chiffres ont surpris par leur ampleur, et leur divulgation a sans conteste accéléré la prise de conscience de l'ensemble du corps social.

Les acteurs sociaux et politiques ont pu s'appuyer sur l'ensemble de ces premiers résultats pour parfaire leurs actions de lutte contre les violences faites aux femmes. Les chercheuses d'Enveff elles-mêmes ont accompli un énorme travail d'information en se déplaçant dans la France entière pour communiquer les résultats de l'enquête.

La campagne de lutte contre les violences envers les femmes mise en œuvre par le Secrétariat aux droits des femmes, lancée lors des assises nationales de janvier 2001, s'est inspirée des conclusions d'Enveff et a intégré le changement d'image de femmes victimes de violences : de la femme battue (l'autre marquée, stigmatisée), on est passé à la femme victime de violences (soi-même ou une proche), qui se tait, mais qui peut maintenant parler. Libérer la parole, première condition de la lutte contre les violences, d'où le slogan retenu : « Briser le silence ». Ainsi les données de l'enquête Enveff ont pu servir de support de sensibilisation et de formation pour nombre d'intervenants sociaux.

Il y a eu une relative stimulation entre ministères, Santé principalement et Éducation nationale. La commission Henrion, pour rendre ses conclusions s'est appuyée en partie sur les données de l'enquête Enveff – une chercheuse de l'équipe Enveff participait à cette commission. Mais l'interministériel a trouvé rapidement ses limites et n'a pas eu le temps d'aboutir. Notamment, le projet d'élargissement de l'enquête aux DOM-TOM, à la demande des institutions locales, a suscité peu d'enthousiasme de la part des ministères. Le Secrétariat d'État à l'Outre-mer et le Secrétariat d'État des droits des femmes ont financé uniquement les enquêtes pilotes dans les DOM. L'enquête à La Réunion a été réalisée grâce à l'implication des institutions locales et de quelques organismes de recherche ; les enquêtes dans les DFA sont restées bloquées faute de crédits. Dans les TOM, l'enquête a été menée en Polynésie sous l'égide du ministère de la Santé du gouvernement territorial ; et en Nouvelle-Calédonie, elle a été réalisée par des chercheuses sur des crédits de divers appels d'offre, quasiment en dehors des circuits politiques.

La publication de l'ouvrage de synthèse sur les résultats a connu quelques atermoiements entre la remise du texte et son édition. Et, en 2003, avant même que les résultats finaux soient publiés à la Documentation française⁹, la polémique très médiatisée orchestrée par Élisabeth Badinter lors de la sortie de son essai antiféministe, a ravivé le débat autour de cette question. Il faut bien signaler qu'après l'engouement médiatique de l'an 2000, les

conférences de presse suivantes qui donnaient des analyses détaillées concurrençaient un succès mitigé. Et il est probable que la sortie du livre Enveff a en quelque sorte bénéficié de cette polémique qui s'est instaurée trois ans après les premières publications. Toutefois, on peut penser que les résultats de cette enquête ont en quelque sorte attisé un antiféminisme latent et, en pratiquant l'amalgame, alimenté des diatribes virulentes, largement diffusées par les médias. La focalisation sur les résultats de cette enquête a de quoi étonner ; on ne fait pas si grand cas habituellement des enquêtes statistiques ; cela rappelle simplement que l'enjeu est d'importance, que les rapports de pouvoir qui traversent notre société sont des rapports de sexe, mais aussi de classe. Deux éléments ont particulièrement dérangé les détracteurs : la mise en avant de l'importance des violences psychologiques, et le fait que le phénomène touche tous les groupes sociaux, les deux étant d'ailleurs liés.

Malgré tout, les données de l'enquête, conformément à la demande des commanditaires ont été grandement utilisées par les décideurs politiques, les divers acteurs institutionnels ou de terrain et les intervenants sociaux en charge de résoudre les problèmes de prévention et d'aide aux victimes. Les chercheurs, en continuant à approfondir leurs analyses, ont vu émerger de nouveaux questionnements. Les violences envers les femmes occupent plus que jamais le devant de la scène, au sens propre et au sens figuré, puisque l'on voit se multiplier les actions culturelles (théâtre, cinéma, animations en milieu scolaire). Il s'ensuit une sensibilisation accrue autour du phénomène plus global des rapports entre hommes et femmes qui contribue à la remise en cause des comportements sexistes à l'origine de ces violences. Si l'on peut percevoir en France une réticence à la reconnaissance de certains types de violences, comme les violences psychologiques, le harcèlement sexuel ou encore le viol entre proches, le contexte européen, tant au niveau scientifique qu'au niveau politique, est plutôt sensible à ces questions. Les pays de l'Europe du Nord ont depuis longtemps considéré les violences envers les femmes comme un problème de société, ils entraînent dans leur sillage les pays du sud et de l'est de l'Europe. La France ne fait pas figure de pionnière en la matière, la société française se situant, pour le moment, à la croisée des évolutions des rapports sociaux entre les sexes. Les polémiques autour de l'enquête Enveff ont fait apparaître au grand jour le discrédit relativement consensuel dont faisait l'objet les « féministes », nébuleuses momifiées et fantasmées, d'une réalité politique et militante aussi vivante que diversifiée.

36

Les violences envers les femmes en France
par Maryse Jaspard

Notes

1. Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France.
2. L'équipe Enveff est composée de : Maryse Jaspard, responsable de l'enquête, Elizabeth Brown, Institut de démographie de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne (IDUP) ; Stéphanie Condon, Jean-Marie Firdion, Institut national d'études démographiques (INED) ; Annik Houel, Université Lumière-Lyon II ; Dominique Fougeyrollas-Schwebel, Brigitte Lhomond, Florence Maillochon, Marie-Ange Schiltz, Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ; Marie-Josèphe Saurel-Cubizolles, Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM).
3. FOUGEYROLLAS-SCHWEBEL, Dominique, JASPARD, Maryse, « Compter les violences envers les femmes. Contexte institutionnel et théorique de l'enquête Enveff », *Cahiers du genre*, n° 35, p. 41-65.
4. Le questionnaire de l'enquête Enveff est disponible sur le site de l'IDUP (<http://idup.univ-paris1.fr>) et de l'INED dans la collection « Documents de travail », n° 116 (www.ined.fr/publications/collections/).

5. JASPARD, Maryse, BROWN, Elisabeth, CONDON, Stéphanie et *alii*, « Les violences envers les femmes en France. Une enquête nationale », Paris, ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, ministère délégué à la Parité et à l'Égalité professionnelle, La Documentation française, Collection « Droits des femmes », 2003.
6. BROWN, Elizabeth, FOUGEYROLLAS-SCHWEBEL, Dominique, JASPARD, Maryse, « Les paroxysmes de la conciliation, violences au travail et violence du conjoint », *Travail, Genre et sociétés*, n° 8, septembre 2002, p. 149-165.
7. JASPARD, Maryse, BROWN, Elizabeth, LHOMOND, Brigitte, SAUREL-CUBIZOLLES, Marie-Josèphe, « Reproduction ou résilience : Les situations vécues dans l'enfance ont-elles une incidence sur les violences subies par les femmes à l'âge adultes ? », *Revue française des Affaires sociales*, n° 3, juillet-septembre 2003, p. 159-189.
8. MARYSE, Jaspard et l'équipe Enveff, « Nommer et compter les violences envers les femmes : une première enquête nationale en France », *Population et sociétés*, n° 364, INED, janvier 2001.
9. JASPARD, Maryse, BROWN, Elisabeth, CONDON, Stéphanie et *alii*, « Les violences envers les femmes en France. Une enquête nationale », *op. cit.*, 2003.

Bibliographie

JASPARD, Maryse, *Sociologie des comportements sexuels*, La Découverte, coll. Repères, 2005, 128 p.

JASPARD, Maryse, *Les Violences contre les femmes*, La Découverte, coll. Repères, 2005, 128 p.

Place de l'avortement dans la vie des femmes

Annie Bureau, gynécologue, Association nationale des Centres d'interruption de grossesse et de contraception (ANCIC)

Avec l'accès à l'éducation et au travail non réduit au subalterne, la place des femmes dans la société est bouleversée de même que la relation homme / femme. Mais aucun changement dans les lois ou les mœurs n'a eu autant d'impact sur la place des femmes que l'accès à la contraception et l'avortement légalisé.

Dès le début du ^{xx}e siècle, les Français restreignent leur descendance : la surmortalité liée à la surfécondité n'est plus acceptable. La place de l'enfant dans la famille et la société change ; l'enfant à naître n'est plus une contrainte mais un désir, et il s'établit de nouvelles relations entre les couples.

La législation en matière de contraception en 1967 et d'avortement en 1975 va faire passer la maîtrise de la procréation du pouvoir des hommes à celui des femmes.

Pour accéder à une place entière et digne dans le monde de l'éducation, du travail et de la culture, les femmes doivent prévoir leurs grossesses et faire coïncider désir d'enfant et promotion sociale. Pour poursuivre des études, accéder à une formation, à un poste de responsabilité dans le travail, les jeunes femmes doivent reporter la date de l'élevage des enfants. Les grossesses non prévues sont évitées par la contraception et les erreurs corrigées par l'avortement. Les femmes peuvent alors revendiquer le droit au plaisir et à une sexualité non vouée à la procréation ; la conquête de l'égalité est possible et cela n'échappera pas aux défenseurs de l'ordre établi.

Pourquoi une loi en 1967, 1975 et 2001 ?

Parallèlement à l'évolution des mœurs, l'élévation du niveau de vie et les progrès de la médecine rendent la souffrance et la mort des femmes intolérable. L'évolution des techniques permet l'accès à la contraception et l'avortement.

Contraception

La loi de 1967 est préparée en Europe par l'apparition dans les pays anglo-saxons du *Birth Control* apparu à cause du drame de l'avortement clandestin dans les classes laborieuses ; la contraception étant censée y mettre fin. Après les méthodes traditionnelles, les techniques fiables vont apparaître quand l'industrie pharmaceutique y trouvera un large champ de commercialisation.

Avortement

L'apparition d'antibiotiques avait déjà fait reculer la mortalité par avortement clandestin dans les années soixante, la méthode d'aspiration puis médicamenteuse et la pratique par des médecins rendra l'acte légal, efficace et sûr.

La loi de 1975 : entraînées par un fort mouvement féministe, les femmes sont dans la rue, il faut faire cesser le scandale des avortements exécutés au grand jour par des médecins militants – voir des non-médecins – et rétablir l'ordre. Mme Veil saura plaider avec talent auprès d'une Assemblée composée d'hommes hostiles et méprisants, l'injustice de l'intolérable prix payé par la santé des femmes, le rétablissement de l'ordre et, sous couvert de la notion de « détresse » seule jugée par la femme, la libre disposition de son corps.

L'avortement n'est pas un droit mais une liberté : une liberté surveillée

38

Place de l'avortement
dans la vie des femmes
par Annie Bureau

et même protégée (en 1993 par la loi Neuwirtz sur le délit d'entrave à l'avortement).

La loi sera promulguée définitivement en 1979 ; elle encadre et contrôle l'avortement ; l'article 317 qui pénalise l'avortement est en vigueur quand les conditions établies par la loi ne sont pas respectées : avortement par un médecin, dans un hôpital, dans des limites étroites de terme de dix semaines de grossesse ; les mineures doivent se soumettre à autorisation et toutes les femmes bénéficier d'un entretien destiné à leur exposer les moyens de garder leur grossesse.

La loi de 2001 : En 2000, après la campagne nationale pour la contraception, il est apparu nécessaire de réactualiser les conditions d'accès à l'avortement et de les rapprocher des normes européennes. Sous la pression des mouvements féministes et des professionnels acquis à cette liberté pour les femmes, la loi établit un droit à l'avortement : dépénalisation, élargissement du terme pour l'IVG, accessibilité de l'avortement médical après douze semaines de grossesse, droit des mineures, contrôle social atténué par l'entretien non obligatoire et l'avortement médicamenteux à la maison, autorisation de l'information du public.

Le regard de la société sur l'avortement

La maîtrise de la procréation intéresse tout le corps social. La notion d'avortement criminel a marqué les esprits de plusieurs générations qui n'imaginent pas la sécurité de l'avortement médicalisé. Bien que l'opinion publique admette maintenant l'IVG, cet acte suscite toujours une attitude réprobatrice. La suppression d'une vie en fait un acte à part et même si la pratique peut en être banalisée, la culpabilité est encore souvent présente. Il faut donc respecter les sentiments de la femme et les professionnels devraient être là pour l'aider à traverser ce qui peut être une épreuve parfois difficile.

Mais surtout, il faut souligner l'extrême méfiance de la société envers la liberté des femmes : à chaque liberté conquise, elle est censée en faire mauvais usage, « elle va faire n'importe quoi » : cette expression revient à chaque fois qu'elle peut disposer d'un instrument de libération – contraception, avortement, contraception d'urgence, élargissement des délais d'IVG. En témoigne l'offensive des anti-IVG contre le RU 486, en 1989, avec pour prétexte que l'avortement trop facile devait ravager les familles.

Qui avorte aujourd'hui ?

La grossesse, l'accouchement, la contraception, sont des moments différents dans la vie d'une femme ; une femme sur deux avorte et presque toutes veulent des enfants.

Mais une question reste récurrente : pourquoi autant d'avortements ? C'est le caractère aléatoire de la contraception qui entre en jeu. Les techniques contraceptives, mêmes sûres, se pratiquent chez un être humain imparfait en proie aux aléas de la vie, de l'amour, de la santé et aux désirs contradictoires. Le désir de grossesse ne dépend pas des conditions matérielles, alors que les conditions matérielles conditionnent la venue de l'enfant. La contraception est parfois vécue comme une contrainte et il faut parfois un ou plusieurs avortements pour que la femme ou le couple intègrent bien la contraception dans leur vie.

39

Place de l'avortement
dans la vie des femmes
par Annie Bureau

En fait, le nombre de grossesses non prévues a diminué depuis 1975, mais les femmes avortent plus souvent dans ce cas. Car les motifs d'avortements varient : il n'y a plus de mariage forcé par une grossesse, et les femmes et les hommes sont soucieux de la qualité de l'accueil de l'enfant. « Une IVG ne constitue pas une naissance en moins, mais une naissance reportée à plus tard, dans un contexte plus favorable. » (Enquête INSERM / INED 2004.)

L'application de la loi

Une loi peut être en avance sur l'opinion publique et son application dépend de la détermination des autorités à la mettre en œuvre. Les professionnels détiennent les moyens de l'appliquer, mais les médecins sont des citoyens comme les autres et pas particulièrement préoccupés du droit des femmes.

– En 1975, il existait une réticence du corps médical à appliquer la loi – particulièrement dans la hiérarchie hospitalière chargée de l'enseignement – et à utiliser les nouvelles méthodes (le curetage a sévi encore dans les services de chirurgie après 1979). Le corps médical finit par se laisser convaincre par la disparition de la mortalité et la diminution drastique de la morbidité dues à l'avortement médicalisé, mais se résout mal à voir le pouvoir de décision lui échapper.

– En 2001, des médecins – y compris parmi ceux qui sont entraînés à faire des avortements – désapprouvent l'élargissement des conditions légales.

Ils refusent le report du délai d'intervention à douze ou quatorze semaines en invoquant le fantasme de la « dérive eugénique », du choix du sexe, du report de la décision à une époque tardive.

Ils rejettent l'absence d'autorisation parentale chez les mineures par peur de leur autonomie sexuelle et les anesthésistes résistent sous prétexte de la nécessaire autorisation parentale pour opérer les mineures en pratique courante.

Le retard à la mise en place de l'avortement médicamenteux par peur d'un accès facile pour les femmes, le refus de l'achat du médicament abortif par la femme en pharmacie illustrent cette méfiance.

L'accès à l'avortement en 2005

L'avortement est devenu sûr et non dangereux : disparition de la mortalité, diminution spectaculaire de la morbidité – actuellement les infections sexuellement transmissibles sont le principal facteur de stérilité féminine. Il est établi que la contraception la moins dangereuse pour la santé serait pendant toute la vie : préservatif et avortement si grossesse imprévue.

L'expérience montre qu'un accès facile et rapide à l'avortement permet d'en diminuer les risques et que les femmes se préoccupent de plus en plus tôt d'interrompre leur grossesse.

Et pourtant, la lenteur de la mise en place des moyens d'accueil et l'absence de motivation des professionnels peut faire retarder la date de l'avortement de telle façon que l'avortement médicamenteux n'est plus possible ; des délais d'attente de plusieurs semaines peuvent amener les femmes à avorter à des termes où les complications sont plus fréquentes et il peut arriver qu'elles dépassent les délais légaux et soient obligées de partir à l'étranger alors qu'elles s'étaient préoccupées très tôt d'interrompre leur grossesse.

40

Place de l'avortement
dans la vie des femmes
par Annie Bureau

L'état des hôpitaux et les mesures d'économie de santé ne favorisent pas la prise en charge d'un acte considéré comme peu important, voire superflu. Les difficultés de recrutement des médecins aggravent la pénurie : dévalorisation, absence d'intérêt scientifique de l'acte, absence de motivation au cours des études et ensuite de motivation financière.

En fait ces obstacles seraient levés si n'était pérennisée cette grande peur de la liberté des femmes et si leur santé reproductive était un véritable projet de santé publique. Les femmes ont gagné la bataille de l'avortement et la maîtrise de la procréation, il s'agit maintenant de faire respecter les femmes en état de grossesse ou chargées d'enfants dans le monde du travail. Je terminerai donc en m'adressant à notre ministre de la Santé : il est peut-être justifié d'exhorter à faire des enfants jeunes, il serait sûrement opportun d'exhorter les employeurs à ne pas maltraiter les femmes enceintes ou chargées d'enfants dans les entreprises. J'y vois là une raison de continuer la lutte pour les féministes.

Bibliographie

- CESBRON, Paul (dir.), *L'Avortement après la loi Veil. Bilan et perspectives*, Paris, Flammarion (coll. Médecine-sciences), 1997.
- GAUTHIER, Xavière, *Naissance d'une liberté. Contraception, avortement : le grand combat des femmes du XX^e siècle*, Paris, Robert Laffont, 2002.
- GAUTHIER, Xavière, *Paroles d'avortées : quand l'avortement était clandestin*, Paris, La Martinière, 2004.
- VEIL, Simone, *Les Hommes aussi s'en souviennent. Une loi pour l'Histoire*, Paris, Stock, 2004.
- BENHAMOU, Olivia, *Avorter aujourd'hui. Trente ans après la loi Veil*, Paris, Mille et une nuits (coll. Essais), 2005.
- CESBRON, Paul, KNIBIELHER, Yvonne, *La Naissance en Occident*, Paris, Albin Michel, 2004.
- BAJOS, Nathalie, MOREAU, Caroline, LÉRIDON, Henri, FERRAND, Michèle, « Études INSERM / INED 2004 ».
- ANCIC, *L'interruption de grossesse après la loi Veil : bilan et perspectives*, Médecine, Sciences, Flammarion, 1997.
- Site Internet : ANCIC : <http://avortementancic.org>

41

Place de l'avortement dans la vie des femmes par Annie Bureau

Des féminismes face aux discriminations : MixCité

Juliette Rennes, porte-parole de l'association [MixCité](#) (2001-2003)

La création de Mix-Cité

L'association Mix-Cité, mouvement mixte pour l'égalité des sexes, a été fondée en 1997, à l'occasion des Assises nationales pour les droits des femmes. Rétrospectivement, on peut dire que cette naissance procède d'un double constat quant à l'état du mouvement féministe à la fin des années quatre-vingt-dix.

Le premier est l'absence de relève générationnelle : dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, qui correspondaient pour beaucoup d'entre nous à la période du collège et du lycée, nous avons connu certaines formes de militantisme – par exemple en s'engageant dans les mouvements lycéens ou les associations antiracistes – mais nous n'avons pas porté de revendications féministes. Excepté ceux et celles qui s'étaient appropriés la mémoire des mouvements de femmes des années soixante-dix – par exemple par l'intermédiaire de parents engagés –, dans l'ensemble, nous n'en avions pas de connaissance précise. Nous ne faisons pas véritablement la connexion entre ces combats multiples et les acquis dont nous profitons en terme de liberté (liberté de disposer de son corps, de s'émanciper des rôles traditionnels, etc.). Le lieu commun de l'égalité acquise, qui a largement dominé le discours sur les sexes dans les années quatre-vingt, nous empêchait souvent de percevoir le caractère inachevé de ces combats du point de vue de l'égalité, de la mixité ou encore de la lutte contre les violences. La création de Mix-Cité correspondait d'abord à une prise de conscience : il s'agissait, dans un premier temps, de se former, de s'informer et de se situer dans une filiation avec les mouvements féministes des années soixante-dix.

Entre filiation et rupture, le deuxième constat portait sur la dominante non mixte des mouvements issus des années soixante-dix. Cette non-mixité s'était imposée dans un contexte marqué par l'importance des problématiques de la sexualité et du privé, elle s'était également avérée nécessaire comme dispositif stratégique visant à montrer l'autonomie du mouvement des femmes. À la fin des années quatre-vingt-dix, le contexte et le champ de ce qu'il restait à revendiquer avaient évolué. Parallèlement à l'apparition de la notion de « genre » au cours des années quatre-vingt dans la recherche française en sciences humaines et sociales – qui entend prendre en compte la coconstruction historique du féminin et du masculin –, il s'agissait de porter, sur la scène militante, des revendications concrètes sur la transformation des relations entre les sexes et la mise en question des stéréotypes de la virilité et de la féminité : la question du partage des tâches domestiques et des rôles parentaux, de la mixité des sphères professionnelles et, plus généralement, la remise en cause des normes de genre n'étaient certes pas inconnues des mouvements des années soixante-dix (et sans doute le fait même qu'à la génération suivante des hommes s'engagent dans les mouvements féministes signifie qu'il y a bien eu à ce niveau une forme de transmission), mais elles étaient encore largement inabouties et elles n'ont pas été formulées dans le cadre d'un militantisme mixte. Or, il nous paraissait évident, non seulement que ces questions devaient désormais concerner aussi bien les hommes que les femmes, mais aussi que les relations et les rôles stéréotypés constituaient un appauvrissement pour les deux sexes. Même s'il serait naïf de croire que l'intérêt des femmes et des hommes dans les luttes féministes est initialement identique, l'idée que le féminisme comme l'antiracisme, la

42

Des féminismes face
aux discriminations :
MixCité
par Juliette Rennes

lutte contre l'homophobie, ou contre tout autre forme de discrimination devrait faire partie des principes de base d'un engagement progressiste, que l'on soit homme ou femme, constitue une conviction de l'association.

Les activités

Après sept ans d'existence, les activités de Mix-Cité sont aujourd'hui assez variées, aussi bien du point de vue de leur format que de leur visée. D'abord, les actions publiques « ludiques » pour attirer l'attention des médias et des pouvoirs publics sur le sexisme ordinaire : celui de telle campagne de publicité, de telle émission télévisée, de tel propos public. Notre action sur les catalogues de jouets pour enfants à Noël en fait partie. Nous voulions attirer l'attention sur la façon dont ces catalogues – quasi unanimement, et à l'image de l'organisation sexuée des rayons de jouets dans les grands magasins – réservent aux fillettes (pages roses de l'immense majorité des catalogues) les jouets liés à la beauté, à la maternité et aux tâches domestiques (Barbies, têtes à coiffer, poupées, mini-aspirateurs, dinette, etc.), pour présenter au contraire, comme masculins, les jeux de constructions, de guerre et d'exercice physique. Il s'agissait pour nous, non seulement de réfléchir et de faire réfléchir à la force de ces stéréotypes, mais aussi de les subvertir. Depuis quatre ans, à Noël, sur le thème « pas de cadeau pour le sexisme ! », postés devant de grands magasins, nous distribuons des « contre-catalogues » de jouets, discutons avec les parents, parfois entrons dans les magasins pour mélanger les rayons « filles » et « garçons » ou apposer des autocollants « pour les filles aussi ! » et « pour les garçons aussi ! ».

Un deuxième type d'activité, plus régulier, consiste à organiser des débats ouverts au public sur des thèmes féministes (réunions plénières mensuelles avec des invités, « cafémnistes », colloques...). Un troisième type d'activité se prépare dans nos commissions de travail (parentalité, violences, prostitution, sexisme publicitaire, modes de garde, etc.) qui préparent des interventions publiques, des affiches, des outils pédagogiques et élaborent des revendications politiques concrètes que l'on soumet régulièrement aux pouvoirs publics. La commission de travail actuellement la plus active porte sur l'éducation antisexiste du public scolaire et des enseignants. Les membres de cette commission interviennent dans le cadre de la formation continue du personnel enseignant au rectorat de Créteil, lors de stages de sensibilisation aux discriminations, ainsi que dans de nombreux collèges et lycées sur la demande des conseillers d'éducation, de proviseurs, de professeurs pour organiser dans les classes, des débats sur le sexisme. Parfois des discussions en groupe non mixtes sont organisées, notamment pour faciliter la parole sur les relations filles / garçons dans des contextes de violence ou tout simplement pour parler de sexualité. Sur la question du sexisme dans les programmes et les manuels scolaires, il existe de nombreuses recommandations officielles, mais elles ne sont pas véritablement prises au sérieux par les inspecteurs de l'éducation, et souvent les enseignants ne les connaissent pas. Il y a donc dans ce secteur, pour les associations comme les nôtres, un travail de vigilance et d'information à mener.

43

Des féminismes face
aux discriminations :
MixCité
par Juliette Rennes

Des féminismes face aux discriminations : Les Panthères Roses

Pascale Berthault, membre du groupe des [Panthères Roses](#)

Ce texte est dédié à Torvald Patterson, militant, queer, prostitué, malade du sida, cuir, féministe, marxiste... Il est mort jeudi 31 mars 2005.

Les Panthères roses existent à Paris depuis début 2003. Nous sommes une trentaine de militantEs à nous rencontrer régulièrement, une cinquantaine moins régulièrement et plus de 700 personnes reçoivent nos courriers électroniques.

Nous sommes une association de gouines et de pédés, à majorité gouine.

Nous intervenons et réfléchissons depuis ce point de vue, mais pas seulement, car nous sommes aussi salariéEs, chômeuSEs et précaires, socialement femmes et hommes, noirEs, blancHEs, immigréEs... mais aucunE d'entre nous n'est homme blanc catholique hétérosexuel riche et en bonne santé.

Nos préoccupations sont multiples parce qu'il est impossible de démêler les uns des autres les mécanismes d'oppression, de domination et d'exploitation : ils interfèrent et agissent de façon croisée sur les individus. L'hétéropatriarcat est un système qui instaure la hiérarchie entre les sexes. Il définit d'abord deux genres, masculin et féminin. Puis il explique comment ces deux genres doivent aller ensemble, c'est l'hétérosexualité obligatoire. Ce système vise à ce que les femmes restent à leur place – c'est le sexisme – et à faire taire les désirs des pervers – c'est l'homophobie.

Un seul système donc, plusieurs effets !

Ce système n'est pas isolé des autres : quand le gouvernement casse les retraites en 2003, Chirac fait un grand discours sur les solidarités familiales. Hétéropatriarcat et politique libérale font visiblement bon ménage...

Nous sommes un groupe gouine et pédé en non-mixité homo parce que nous croyons à l'efficacité de la non-mixité. Nous n'avons pas pour autant une démarche séparatiste et nous travaillons en réseau avec des lesbiennes en non-mixité de genre, des féministes, des antiracistes, des immigrés, des altermondialistes...

44

Des féminismes face aux discriminations :
Les Panthères Roses
par Pascale Berthault

Positionnement

Pour compléter cette présentation factuelle, nous aborderons deux points qui font partie des fondamentaux de notre positionnement politique. Premièrement, nous mettons en cause les genres masculin et féminin, c'est-à-dire qu'on cherche à démolir le système de genre et, en même temps, nous reconnaissons l'existence des femmes en tant que catégorie opprimée, ce qui nécessite un combat spécifique. Deuxièmement, une association féministe de gouines et de pédés : ça n'a rien de naturel !

Ce qui peut apparaître comme un paradoxe : « Remettre en cause le genre et reconnaître l'existence des femmes en tant que catégorie opprimée ».

La hiérarchie entre les sexes s'appuie sur l'existence et la définition des genres : c'est la création de catégories à partir de critères précis qui fondent la différence. Comme le choix des critères est opéré à partir d'un référentiel dominant – le plus souvent estampillé « naturel » – la différence ainsi constituée est un mécanisme d'oppression : c'est sa fonction intrinsèque. Partant de là, la contestation du genre s'articule directement avec la reconnaissance de l'oppression des femmes et la lutte contre le sexisme et ses effets.

Nous refusons l'identification à un homme ou une femme : nous ne

sommes ni l'un ni l'autre parce que nous refusons l'assignation à la féminité ou à la virilité. Au fond, ce que nous refusons c'est la hiérarchie qui découle de ce binarisme et l'aliénation qui l'accompagne, le manque d'inventions et d'expérimentations dans ces deux modèles très étriés. En même temps, nous sommes féministes, parce que les femmes existent vraiment en tant que personnes discriminées. La discrimination, c'est un traitement différent, un truc qui sert à distinguer... depuis le point de vue dominant.

Ce point de départ a des conséquences sur la façon d'aborder les choses. Par exemple, les droits à la contraception et à l'IVG ne sont pas dissociables de l'assignation du genre féminin à la maternité. La lutte pour ces droits doit se penser sans perdre de vue le cadre dans lequel il se situe : l'horizon est l'abolition de la féminité comme construction politique. Il nous paraît important de dire les deux aspects, sans minimiser l'un ou l'autre. L'objectif de la libération des femmes doit sans cesse travailler sur plusieurs niveaux : il faut gérer les situations concrètes – souvent dramatiques – et, en même temps, il faut expliquer les mécanismes d'oppression. Dire que ce n'est pas une situation « pour toujours », qu'on peut agir pour changer la réalité, nécessite de mobiliser plusieurs outils : l'exigence de droits, l'exigence de lois qui protègent les femmes et aussi la mise en mouvement des imaginations, l'ouverture des possibles...

Les formes de mobilisation sont aussi touchées par ce point de départ. La prise de parole doit s'opérer, ce qui n'est pas nouveau, mais elle peut être diverse et apparemment contradictoire. Quand on dit, par exemple : « Les femmes doivent disposer de leur corps » et, à un autre moment, « je suis lesbienne et pas une femme », cela signifie que nous articulons deux niveaux de discours répondant à différents niveaux du sexisme.

Sur le discours encore, la mise en perspective engage vers des propositions complètes. Prenons, par exemple, le slogan bien connu : « Quand une femme dit non, c'est non ». Le discours en creux n'est pas dit : que se passe-t-il si elle dit oui ou si elle propose ? Quand on exige la liberté de choix – la possibilité de dire non – l'ouverture du possible implique d'affirmer en même temps qu'une femme a aussi le droit de proposer, de dire oui, bref, d'être une salope. On exprime alors une absence de jugement sur ses choix, et c'est important aussi.

Une association féministe de gouines et de pédés, ce n'est pas naturel.

La négation et l'invisibilisation des lesbiennes ne sont pas équivalentes au dégoût de l'homosexualité masculine. Par exemple, l'homoparentalité serait peut-être acceptable si elle ne concernait que les lesbiennes (naturellement *maternelles*, voir pour cela le traitement des lesbiennes à la télé très souvent mères...).

Même si les gouines et les pédés partagent l'hétéropatriarcat – racines de nombreux maux –, il ne s'exprime pas toujours de la même manière. Les gouines sont socialement vues comme des femmes : nous vivons les salaires « féminins », l'espace public colonisé par les hommes, la possession des femmes par les hommes (violences verbales et physiques), la dépréciation, etc. Et l'invisibilité n'a pas les mêmes effets que l'opprobre jeté sur les non-hommes.

45

Des féminismes face aux discriminations :
Les Panthères Roses
par Pascale Berthault

Par conséquent, les formes de résistance aux diverses discriminations ne sont pas les mêmes.

D'autre part, il n'y a pas d'évidence à la conscience des autres discriminations, donc pas d'évidence à la mise en place de stratégies communes.

Alors pourquoi des gouines et des pédés s'associent-ils pour lutter ensemble ?

Des points communs permettent l'association.

L'hétérosexualité définit des genres. Dans une certaine mesure, nous partageons le sexisme : les pédés sont moins bénéficiaires que des vrais hommes du système de domination. Non seulement ils lavent leur linge et font la cuisine – ce qui n'est déjà pas si mal comme expérience – mais surtout on les accable de honte pour la raison qu'ils fuient leurs responsabilités de géniteur.

Le système de la normalité sexuelle s'exprime parfois de la même façon : nous partageons les mêmes discriminations légales par exemple. L'inégalité de droits basée sur l'orientation sexuelle (mariage, parentalité...), le statut des personnes célibataires relativement aux personnes mariées en sont des exemples.

L'origine de la répression de nos modes de vie vient de nos sexualités. Cette intrusion dans l'intime n'est pas une mince affaire, les féministes qui clament que le privé est politique en savent quelque chose. Nous sommes des perversEs ! Même si les lesbiennes sont plus souvent invisibilisées que stigmatisées, cette classification des sexologues de la fin du XIX^e siècle décrit toutes celles et ceux qui n'ont pas la sexualité adéquate. Nous sommes des « rebelles sexuelles », des individus dont la sexualité n'est pas celle qu'il faut et qui en ont fait une affirmation, un truc central, un truc volontairement à expérimenter, à interroger, une base de départ pour des réflexions politiques, des travaux artistiques...

46

Des féminismes face aux discriminations :
Les Panthères Roses
par Pascale Berthault

Comme cette association gouines et pédés n'a rien d'évident, elle doit être travaillée.

On vise l'abolition des genres et pas simplement la réappropriation de l'autre genre, le retournement ou même l'ambivalence. Aujourd'hui, nous nous distinguons gouines et pédés. Pédégouine en un seul mot est un horizon, une utopie... mais il faut reconnaître et faire savoir que les gouines et les pédés ne sont pas traitéEs de la même façon, qu'ELLEs ne partagent pas les mêmes expériences même si quelques-unes sont communes. La prise en compte de la spécificité de nos oppressions est un facteur déterminant. En plus des réflexions et actions publiques, nos comportements quotidiens doivent traduire cette prise en compte.

La mixité de genre des Panthères roses ne s'est pas faite toute seule. C'est une volonté qui s'est traduite concrètement par des moments en non-mixité de genre, des travaux collectifs spécifiques sur l'oppression des lesbiennes, des pratiques de groupe réfléchies, travaillées et remises en question sur la prise de parole, l'écoute, etc.

Conclusion : les paradoxes ne nous empêchent pas d'agir, bien au contraire, ils sont moteurs !

Prostitution, voile et délimitation du féminisme

Les questions qui nous sont posées afin que nous précisions nos positions

à propos de la prostitution et du « voile » semblent viser à nous agréer ou non en tant que féministes. Les enjeux du féminisme seraient donc réduits à ces deux points ?

Une question posée aujourd'hui au féminisme est la transmission. Or, transmettre c'est perdre, lâcher du pouvoir, écouter et reconnaître ce qui est fait par des groupes dont les influences politiques et les expériences sont multiples et excèdent parfois certains courants féministes.

Nous n'avons pas de position définitive sur la prostitution. Nous débattons à l'intérieur du groupe, nous ne sommes pas en mesure de nous dire abolitionniste, réglementariste ou autre. Par contre, nous sommes d'accord sur la reconnaissance du droit des prostituées à s'organiser. Leurs paroles, en tant que personnes directement concernées, sont légitimes et doivent être écoutées. Leurs revendications émanent de leurs conditions de vie, cela nous suffit pour leur faire confiance et débattre avec elles des objectifs et des stratégies à mettre en place.

Sur le voile, nous pensons qu'il n'existe pas de préalable à l'engagement féministe. ChacunE arrive avec ses expériences, ses exigences, sa culture... et son aliénation ! C'est dans la lutte et par le débat qu'on prend conscience des mécanismes d'oppression. Le collectif politique doit permettre de trouver les outils de libération, à condition qu'il soit bienveillant et à l'écoute des limites de chaque personne à un moment donné. La signature de textes explicites et fermes quant à leurs exigences féministes, la participation à des manifestations non ambiguës dans leurs objectifs féministes sont des actes suffisants pour être considérés féministes. Le port du voile par des femmes est une aliénation, ce n'est pas une raison pour dénier le droit d'être féministe aux femmes voilées.

Qui demande ou n'a jamais demandé aux femmes mariées de renoncer à l'aliénation du mariage pour « rentrer en féminisme » ? Car, s'il fallait être libéréE de toute aliénation sexiste pour avoir l'agrément féministe, la question du mariage devrait être posée à toute personne qui s'engage dans ce combat. C'est pourtant ce qui est exigé aujourd'hui des femmes qui portent le voile et souhaitent prendre part au combat contre les violences faites aux femmes, pour le droit à l'IVG et la contraception... Suite au tollé que semble provoquer la mise en relation des aliénations du mariage et du voile, il nous paraît intéressant de rappeler qu'on nous opposait le caractère oppressif du mariage, institution hétéropatriarcale s'il en est, lorsqu'en 2004 nous nous mobilisions pour l'égalité des droits entre trans, homos et hétéros. Mais qui s'est alors engagé ou s'engage concrètement pour l'abolition du mariage pour touTEs ?

47

Des féminismes face aux discriminations :
Les Panthères Roses
par Pascale Berthault

Repenser le politique : l'apport du féminisme américain

Françoise Collin

Les rapports entre le féminisme français et le féminisme américain sont pour le moins complexes et souvent chargés de malentendus. Ce qui a été connu et identifié aux États-Unis comme *french feminism* est un courant seulement – et qui n'a pas été dominant en France – des composantes du mouvement français de la fin du xx^e siècle. Mais le féminisme français pour sa part méconnaît ou ne connaît que sommairement la production théorique et philosophique importante et diversifiée du mouvement américain, dont certaines œuvres seulement commencent à être traduites.

C'est pour tenter de réduire ces malentendus que Pénélope Deutscher – professeure à l'université de Chicago, qui n'a pas pu rejoindre aujourd'hui – et moi-même, avons sélectionné et fait traduire des textes de philosophes féministes américaines de différents courants, sous le titre *Repenser le politique : l'apport du féminisme*¹. Un tel recueil est bien entendu insuffisant au regard de l'importance des développements de la pensée philosophique américaine mais il est néanmoins significatif, proposant à la lecture française quelques-uns de ses textes majeurs. Le projet, conçu il y a plusieurs années déjà, a rencontré des difficultés de réalisation qui en ont retardé la parution : obtention des droits de reproduction, ajustement des traductions, négociations avec l'éditeur. Entre-temps pourtant la seule auteure, parmi celles que nous avons sélectionnées, dont les œuvres aient paru en français, et à une date relativement récente, est Judith Butler. J'espère que d'autres projets sont en cours en vue de faire connaître plus complètement ces œuvres nombreuses et diverses, ces textes fondamentaux, souvent confrontés dans le dialogue, intéressants non seulement pour la réflexion politique féministe mais pour la réflexion philosophique et politique dans son ensemble.

48

Repenser le politique :
l'apport du féminisme
américain
par Françoise Collin

Je voudrais, avant de dire quelques mots de cette anthologie, remonter à certains antécédents de cet aller-retour du féminisme entre France et États-Unis. Je ne peux oublier que quelques livres majeurs d'Américaines ont soutenu nos premières réflexions dans les années soixante-dix. Je ne peux oublier non plus que c'est un voyage aux États-Unis où le mouvement féministe, doublant le mouvement hippie, imprégnait déjà la vie sociale et culturelle, qui m'a décidée à [fonder Les Cahiers du Grif](#).

J'ai revu par curiosité le premier numéro des *Cahiers du Grif* datant de 1973. Dans la bibliographie encore restreinte, figurent des noms comme ceux de Shulamith Firestone, *La Dialectique du sexe*², Kate Millett, *La Politique du mâle*³, Germaine Greer, *La Femme eunuque*⁴, etc., qui sont déjà traduites à cette époque-là – la France était-elle plus curieuse qu'aujourd'hui ? – ainsi que le livre très documenté de Rolande Ballorain, que j'avais rencontrée à l'époque, *Le Nouveau Féminisme américain*⁵ qui analysait précocement toutes les facettes du mouvement en cours, l'apport et la position de ses différentes actrices.

Mais il faut souligner que ces pionnières du féminisme américain avaient elles-mêmes été influencées, voire déterminées, par la traduction en anglais du livre majeur de Simone de Beauvoir, *Le Deuxième Sexe*. Elles ont même été sans doute les premières à s'y référer et à le commenter.

Il y a donc eu, au départ, une sorte d'échange France-Amérique, mais dans l'effervescence et le désordre. Personnellement, comme je viens de

le dire, je dois beaucoup, non seulement aux livres des théoriciennes publiées à cette époque, mais aussi et surtout aux contacts que j'ai eus dans les années 1970, lors d'un séjour aux États-Unis où j'ai rencontré la réalité d'un féminisme actif, inscrit dans les pratiques de la vie quotidienne. Alors qu'en Europe, nous discussions longuement des rapports entre la lutte des classes et la lutte des sexes, et que nous nous enlisions parfois dans ce débat, je rencontrais aux États-Unis des femmes qui, sans attendre d'avoir résolu conceptuellement les problèmes, ouvraient des galeries d'art, des librairies, des maisons communautaires, créaient un journal, une revue, bref engendraient la pensée dans la pratique. Ce sont elles qui m'ont donné envie de créer quelque chose collectivement avec les femmes, de penser dans l'agir. Et comme je n'avais pas d'autres dons particuliers, il m'a semblé que ce quelque chose, aux confins de la pensée et de la pratique, pourrait être une revue. J'ai donc une dette à l'égard du féminisme américain, à l'égard de ses premières élaborations théoriques mais aussi et surtout de cette espèce de force contagieuse, de ce dynamisme qui le caractérisait à cette époque, et qui donnait envie d'agir, avant même d'avoir pu résoudre les contradictions spéculatives qui se présentaient, ce qui m'a amenée ultérieurement à définir la pensée elle-même comme un acte, toujours aventureux, un faire être.

Le temps a passé. Suivant des procédures à la fois transnationales et nationales, le féminisme s'est inscrit dans la vie sociopolitique et en a transformé heureusement certains aspects – même si la lutte est loin d'être aboutie. Mais il s'est inscrit aussi dans la vie universitaire et de recherche. À cet égard les États-Unis nous ont précédées en date et en importance, et nous avons adopté la notion de « genre » et d'études de genre à partir du *gender* de la langue anglaise. On peut penser qu'en revanche, le féminisme américain a été moins opératoire sur le plan sociopolitique que le féminisme français. Les disciplines investies par le genre varient aussi d'un continent à l'autre. Si, en France, l'histoire et la sociologie ont été largement retraversées par la question du genre, aux États-Unis, celle-ci investit la philosophie.

Repenser le politique, l'apport du féminisme : l'anthologie des textes de quelques philosophes féministes américaines que nous avons réalisée exigeait, pour sa logique interne, un axe problématique. Nous avons choisi de suivre celui de la question de la justice, qui, à travers l'œuvre de John Rawls, s'est imposé ces dernières années à la pensée politique américaine, le concept de justice jouant le rôle central que joue celui d'égalité dans la pensée française. La notion de justice inclut dans sa détermination la dissymétrie des positions de ceux qui se lient dans le « contrat social » au lieu de les présupposer identiques, et cela même si le contrat se doit de recouvrir ces positions d'un « voile d'ignorance ». Cette dissymétrie est, pour nos philosophes, celle des sexes ou du genre – dont elles dénoncent la méconnaissance par Rawls⁶ – mais le genre est lui-même retraversé par les paramètres de classe, de race, de culture ; et les théoriciennes américaines, ainsi que le démontre entre autres l'apport de Nancy Frazer⁷, prennent en charge ces paramètres.

49

Repenser le politique :
l'apport du féminisme
américain
par Françoise Collin

Je ne peux malheureusement pas rendre compte ici de tout l'apport des textes que nous avons choisis précisément pour leur diversité dans l'éclairage qu'ils donnent de la problématique du genre. Si Carole Pateman souligne magistralement que la démocratie est le passage du patriarcat au fratriarcat – dans la continuité du masculin –, d'autres auteures débattent du fait de savoir ce qu'il en est de l'importance du droit dans le changement des rapports sociaux. Caroll Gilligan, pour sa part, a souligné l'importance de ce qui est irréductible au droit (donnant lieu à ce qui sera la théorie du *care*)⁸. Patricia Williams (qui est présente parmi nous ce soir) insiste au contraire sur l'importance de la référence objective du droit pour ceux ou celles qui sont perdants dans les rapports supposés spontanés – en l'occurrence les Noirs par rapport à la majorité blanche. Drucilla Cornell⁹ pour sa part fait apparaître que la justice est toujours à venir, l'objectif étant – point important – de créer les conditions légales et culturelles pour la constitution de nouvelles identités plutôt que de réguler les identités acquises.

Le recueil comporte aussi les termes essentiels d'un débat célèbre entre Judith Butler et Catharine Mc Kinnon face à la question de la pornographie. Si Mc Kinnon soutient la nécessité de la dénoncer juridiquement, par la justice procédurale, Judith Butler souligne que la dénonciation est toujours aussi une ré-énonciation et fortifie involontairement les termes qu'elle veut réprimer.

À la lecture de ces textes, je suis frappée par la liberté avec laquelle ces penseuses abordent et utilisent les textes de la philosophie classique et contemporaine sans les réduire à leur dimension « sexiste » : elles travaillent avec ces auteurs, elles les utilisent, elles les recyclent. Elles ne sont pas dans une position défensive mais dans une position affirmative. Elles en tirent ce qu'il y a à en tirer pour alimenter leur point de vue. Elles s'en emparent sans trop se soucier de savoir s'ils sont misogynes ou pas, et elles s'intéressent autant aux penseurs contemporains qu'elles semblent bien connaître qu'aux penseurs de la tradition. Ainsi n'hésitent-elles pas à recourir à Levinas, Derrida, Foucault ou Blanchot, les relisant et les interprétant dans l'optique de leur questionnement. Et il faut bien reconnaître que les travaux des philosophes français semblent plus connus que ceux des féministes. Mais ce défaut trouve ses sources dans la scène française elle-même et dans sa politique éditoriale et médiatique.

L'avancée des femmes dans une société et une culture encore inégalitaire malgré les acquis de ces trente dernières années suit des voies diverses et inclut la pluralité des perspectives et des stratégies. Je me suis réjouie d'entendre, tout à l'heure, les propos des représentantes des associations « jeunes » réunies en table ronde, attestant de la nécessité de la pluralité dans le souci commun du féminisme, pluralité de stratégies et des perspectives, nécessitant le dialogue. Mais aussi de la nécessité d'un croisement permanent de la problématique féministe, c'est-à-dire de la problématique des rapports de sexes avec les autres problématiques, celles des races, de l'immigration, des classes, des cultures, etc. Je pense que, sans trahir l'angle d'approche fondamental du monde qui est celui du féminisme, elles concourent à y introduire les paramètres qui le traversent et le complexifient.

De même qu'il importe la prise en compte de la pluralité des perspectives que rappelait hier Geneviève Fraisse et que, après un temps de croyance en l'unanimité qui fut celui du premier élan collectif du féminisme, je n'ai cessé de défendre moi-même. Les différences de points de vue et les divergences gagnent à être assumées et débattues, pourvu qu'elles le soient dans un dialogue permanent respectueux des différentes positions. Le féminisme ne progresse et ne progressera que par ce débat interne, même s'il est quelquefois éprouvant. Il n'y a pas d'orthodoxie ni de dogmatique féministe. Le débat est préférable au repli en camps retranchés, tant en ce qui concerne l'action qu'en ce qui concerne la pensée.

Aussi ce qui, de ce point de vue, me paraît intéressant dans le champ des recherches de genre tel qu'il est pratiqué dans les travaux que nous avons présentés dans notre anthologie philosophique *Repenser le politique, l'apport du féminisme*, c'est sa reconnaissance du « dialogue pluriel », d'abord rendu manifeste par les références des unes aux autres à travers ce que j'appellerai une politique de la citation, laquelle ne cherche pas à déstabiliser ou à caricaturer la position de l'autre mais à s'y alimenter. On ne feint pas d'ignorer l'adversaire, on la cite – on cite aussi les alliées bien évidemment – non pas de manière réductrice mais pour montrer en quoi on la ratifie et on s'en distingue : on lui donne corps pour s'y opposer ou s'en différencier, provoquant ainsi de part et d'autre une complexification ou une avancée des positions. C'est une pratique intellectuelle qui me paraît « démocratique », pratique qui ne bannit pas de son champ la position de l'autre avant même de l'avoir abordée et qui exige donc un effort de lectures mutuelles. C'est une première forme du pluralisme de la pensée.

L'autre pluralisme est celui qui, dans la réflexion féministe de ces philosophes, prend en compte les autres problématiques, que ce soit celles des races, des cultures ou des classes. Mais peut-on courir à tout, avoir une pensée panoramique ? Je ne le pense pas. Chacun, chacune choisit un angle d'approche du réel. Il n'y a pas d'engagement théorique ni politique qui n'adopte un certain point de vue, ne définisse son champ. Il n'y a pas, contrairement à ce qu'avait pu proposer le marxisme, une contradiction principale qui serait la clé résolutoire de toutes les autres. Nous savons désormais que l'avancée de la pensée comme du politique est polyglotte. Chacun, chacune, pour progresser et pour être efficace politiquement dans la pensée et dans l'action adopte un angle de vue – et de lutte – privilégié. Mais cet engagement prioritaire n'est pas exclusif des autres dont on ne peut pas faire l'économie. Je pense que trop souvent, nous avons peut-être méconnu l'importance de cette croisée avec les autres. Dans la fièvre où nous étions de la découverte de cette problématique qu'il s'agissait tout à la fois de définir et de faire reconnaître, et en raison du constat qu'il s'agit d'une problématique transhistorique et transculturelle – universelle – nous n'avons peut-être pas suffisamment pris en compte les variantes qu'elle adopte dans son croisement avec les autres. Il faut d'ailleurs reconnaître que le féminisme majoritaire de la première génération était plutôt – pour des raisons évidentes – « classe moyenne blanche », celui de femmes qui, tout à la fois, éprouvaient la violence du sexisme mais avaient les moyens de l'articuler théoriquement et politiquement. Pour pouvoir la dire, il

fallait déjà avoir une certaine capacité d'en élaborer les termes et d'agir. Nous nous sommes ainsi trouvées dans une situation de passeuses entre le rien et le tout. Nous nous devions d'élaborer d'abord les schèmes de cette problématique en tant que telle, non pas dans l'ignorance des autres mais dans leur mise à l'ombre momentanée. La question des classes par exemple nous a été constamment renvoyée non pas seulement en tant que telle mais souvent pour déstabiliser la question des sexes ou du genre. C'est dans un deuxième temps qu'a été pensée de manière complexe cette croisée des problématiques. On peut considérer que la question des homosexualités opère aujourd'hui de la même manière.

Il ne s'agit pas, dans ce moment de confrontation de la pensée féministe française avec la pensée américaine, de déterminer des hiérarchies, mais de tenter de réduire des méconnaissances respectives non par un souci de simple information ou de justice mais parce que « rien de ce qui est féministe ne nous est étranger » et que le progrès de la réflexion et de l'action est toujours « interaction ». Les textes des théoriciennes américaines que Pénélope Deutscher et moi-même avons publiés dans *Repenser le politique* ne prétendent pas se substituer à tout ce qui, en France, se pense aujourd'hui, mais au contraire à en nourrir et à en complexifier le cours.

Notes :

1. COLLIN, Françoise, DEUTSHER, Pénélope (collectif), *Repenser le politique : l'apport du féminisme*, Paris, Éditions Campagne Première (Les Cahiers du Grif), 2005.
2. FIRESTONE, Shulamith, *La Dialectique du sexe*, Paris, Stock, 1972.
3. MILLETT, Kate, *La Politique du mâle*, Paris, Stock, 1971.
4. GREER, Germaine, *La Femme eunuque*, Paris, Robert Laffont, 1971.
5. BALLORAIN, Rolande, *Le Nouveau Féminisme américain*, Paris, Denoël, 1972.
6. RAWLS, John, *A Theory of Justice*, Cambridge (Massachusetts), Belknap Press of Harvard University Press, 1971 ; Oxford, Clarendon Press, 1972 ; *Théorie de la justice* (trad.), Paris, Seuil, 1987.
7. FRAZER, Nancy, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution* (recueil d'articles traduits de l'américain), Paris, La Découverte, 2005.
8. GILLIGAN, Carol, *In a Different Voice*, Harvard University Press, 1982 ; *Une si grande différence* (trad.), Paris, Flammarion, 1986.
9. CORNELL, Drucilla, *Deconstruction and the Possibility of Justice*, New York/Londres, Routledge, 1992.

52

Repenser le politique :
l'apport du féminisme
américain
par Françoise Collin

Le féminisme à la recherche de sa voix : perspectives croisées France / Amérique

Sandra Laugier, professeur de philosophie à l'Université de
Picardie Jules Verne

Rendez-vous manqués

Je suis venue à la réflexion féministe, à l'inverse de beaucoup ici, à partir d'un travail sur le champ américain. Mais dans mon travail sur la philosophie américaine, et notamment la philosophie et l'éthique féministe, j'ai souvent été intriguée par un certain rejet du féminisme américain et de son projet théorique, non seulement dans le milieu intellectuel et universitaire français en général, mais aussi par les féministes françaises. Ce rejet est de deux sortes. Il est curieusement partagé par des féministes assez réactionnaires (du coup, le qualificatif de féministes ne leur convient pas forcément) et les féministes historiques, demeurées radicales, mais qui se méfient de la pensée américaine pour diverses raisons (méfiance par rapport à tout ce qui est américain, à la théorie contre la priorité de l'action de terrain, à l'éthique contre la priorité du politique). Je ne m'étendrai pas sur les raisons qu'ont les féministes actives de récuser la pensée américaine. Je me consacrerai plutôt aujourd'hui à une discussion limitée à un certain type de discours féministe qu'il faudrait mieux appeler « post-féministe » et qui est, je le crains, le discours dominant car véhiculé par les figures les plus médiatiques ou écoutées du milieu intellectuel français. Par ailleurs, il me semble que le milieu intellectuel et universitaire, notamment en France, fonctionne avec des préjugés contre ce qu'il est convenu d'appeler différentialisme, communautarisme, « politiquement correct », épithètes devenus injurieux et qui sont brandis dès qu'il est question d'un certain type de revendication un peu extrême. Même chose quand il est question d'action positive (ou de discrimination positive), de la critique de la pornographie telle qu'elle a été lancée à la suite de [Catharine MacKinnon](#) et [Andrea Dworkin](#), etc. Bien sûr, dans chacun de ces débats que je viens de mentionner, il y a des arguments à donner pour ou contre, rien n'est simple. Et d'ailleurs, la pensée théorique américaine est un lieu de débat extrêmement vivant sur ces questions qui divisent non seulement féministes radicales et libérales, mais l'ensemble du champ.

Mais, en France, le débat est plombé par le refus immédiat d'une certaine forme de radicalité féministe. On est très loin de ces années soixante-dix qui ont été l'objet du premier volet de ces rencontres, et Yvette Roudy elle-même notait qu'il y avait une forte régression, comme si le féminisme était retombé comme le marxisme, comme si ses figures s'étaient embourgeoisées à l'image de celles de mai 1968. Pourtant, on l'a vu de multiples façons lors de ce colloque, la situation concrète des femmes est allée en se dégradant sur bien des points : que ce soit pour la présence politique, les violences, les conditions du travail, les choses ne se sont guère améliorées.

Pourquoi donc a-t-on l'impression globalement que la revendication féministe radicale est devenue inutile ? Il y a eu, bien sûr, l'opposition universalisme / différentialisme qui structure, hélas, tout le débat français – on l'a vu pour les débats bien différents sur la parité, le voile – et fait constamment retomber dans les mêmes catégories, ce qui fait qu'on n'avance pas beaucoup au plan théorique. Il ne s'agit pas, pour moi, de revenir sur les qualités remarquables du modèle d'intégration français et des principes de l'égalité républicaine qui font que, malgré tout ce que je m'appête à dire, on peut poser d'emblée – et Patricia Williams le confirmera – que les problèmes sont forcément moins extrêmes en France qu'aux

53

Le féminisme à la
recherche de sa voix :
perspectives croisées
France / Amérique
par Sandra Laugier

États-Unis : moindre rôle de la religion, du moralisme et du puritanisme, de formes moins extrêmes d'apartheid racial ou social. On vient de voir que les questions de genre se redoublaient aux États-Unis par des questions de race et de classe, qui les rendaient beaucoup plus complexes et dures. Par ailleurs, les femmes américaines ont affaire à des formes de politique extrêmement réactionnaires dont nous nous considérons comme protégées ici – peut-être à tort, comme cela a été remarqué par certaines à propos de ce qui se prépare en Europe. Cependant, les conditions extrêmes de la constitution de la voix féministe aux États-Unis lui ont parfois donné une radicalité qui, par ailleurs, semble devenue inaudible en France. C'est d'autant plus étonnant que l'on sait bien que les instruments théoriques de cette radicalité lui sont venus, en partie, et à l'origine, de la pensée féministe française (Simone de Beauvoir, Colette Guillaumin, Monique Wittig, Luce Irigaray). On a là quelque chose comme un « rendez-vous manqué » (je reprends une expression d'Éric Fassin).

L'universalisme est devenu, au fil des années, la référence dominante d'un discours féministe qui s'est progressivement modéré et on appelle désormais simplement différentialiste ce que l'on ne veut pas. Un élément fondamental qui peut expliquer ce rejet est l'idée d'un féminisme américain fondé sur la guerre des sexes, l'affirmation d'un droit à la différence, alors que les féministes françaises souhaitent préserver les liens avec les hommes sur la base d'une égalité que l'on considérera comme donnée et qu'il s'agirait alors de mettre en œuvre. Mettre la défense de ce principe d'égalité avant tout, c'est à première vue excellent, mais c'est ce qui conduit beaucoup de femmes (je ne parle pas des véritables féministes françaises, mais du discours réactionnaire dominant) à rejeter prioritairement toute mesure de discrimination positive. Même si chaque fois il y a lieu de débattre, le fait que la priorité soit donnée dans la discussion, par des femmes mêmes, au rejet de mesures qui discriminaient en faveur des femmes (les distingueraient, disons) – comme si là était le danger principal – est étrange.

Du coup l'égalité, qui est notre grande référence et un mot qu'on aime, devient un terme idéologique et parfois, c'est triste à dire, un argument contre-productif. On peut penser, dans un tout autre style, à l'idée de la *colourblindness*¹ revendiquée autrefois par Martin Luther King pour lutter contre la séparation raciale, et reprise telle quelle maintenant par les entreprises ou universités qui ne veulent plus de mesures destinées à encourager les minorités. On peut apprendre de la réflexion américaine que les termes peuvent être retournés, positivement² ou négativement. L'universalisme, comme l'égalité, sont des principes que nous aimons mais qu'il faudrait arriver à repenser de façon à ne pas être manipulés par eux.

Public et privé

La seconde difficulté en France est qu'on considère aujourd'hui que le féminisme est passé et acquis – comme le rappelait [Patricia Paperman](#) – et donc que toute revendication maintenant serait idéologique, et une sorte d'exagération – faut pas pousser, etc. – dans une société où les femmes auraient largement conquis leur place. On a ainsi assisté en France, de façon souterraine, à une certaine ringardisation du féminisme dans la classe intellectuelle française. Nous ne sommes plus face à des féministes engagées

54

Le féminisme à la recherche de sa voix : perspectives croisées France / Amérique par Sandra Laugier

et revendicatives mais devant des figures féminines plutôt à l'aise dans un monde d'hommes et soucieuses de leur bonheur privé.

Geneviève Fraisse rappelait pertinemment dans sa conférence d'ouverture le tournant fondamental que constituait la séparation du public et du privé, la fin du modèle familial pour le contrat social. Mais peut-on réellement se passer de réflexion sur le rapport privé / public ? Les questions de justice, les questions politiques, ne se posent-elles pas aussi dans le privé, dans la famille, dans le couple ? Il faut peut-être se défaire de l'illusion qu'est la séparation des enjeux du public et du privé, certainement pas en prenant l'un comme modèle de l'autre, mais en travaillant les problèmes mutuellement. Il y a un modèle politique de la justice qu'il faut faire pénétrer dans la sphère privée où abondent les situations d'injustice radicale. Mais pour faire cela, il faut aussi redéfinir la justice en fonction même de ces enjeux privés et du sentiment d'injustice ressenti par bien des femmes et qui n'est pas toujours mesurable dans les critères politiques de la justice impartiale et abstraite. Il faut ouvrir la possibilité de l'expression de difficultés de gestion du quotidien qui ne sont pas, au sens strict, affaire de justice. C'est ce qu'a voulu faire toute la réflexion éthique américaine sur la justice et le *care*³.

Le grand intérêt de ces approches éthiques féministes est, en effet, de mettre en évidence une dimension méconnue de la réflexion sur la justice, telle qu'elle peut se développer à partir des idées d'attention, de sollicitude, de sensibilité à l'autre. On peut renvoyer bien entendu à la réflexion influente de Carol Gilligan⁴ et à sa critique de Kohlberg. Bien entendu, cela pose immédiatement un problème théorique, qui est la caractérisation de ces traits comme proprement « féminins », ce qui paraît à la fois définir la justice de façon excessivement sentimentale et subjectiviste, et définir la féminité de façon idéologique et caricaturale. Mais il vaut la peine de travailler sur ces questions, au lieu d'exclure d'emblée, comme c'est souvent le cas, toute réflexion proprement féministe sur l'éthique.

Il est d'usage en France de présenter la plupart des théories féministes américaines comme grotesques. Un tel dénigrement est naturellement conforté par les considérables difficultés d'ordre théorique que posent beaucoup de positions féministes telles qu'elles se sont développées dans le monde anglo-saxon : idée d'un biais masculin dans la vision du monde, question et variétés du harcèlement sexuel, critique de la pornographie (particulièrement mal vue en France, où les positions libérales en la matière sont clairement dominantes car il y est très facile de donner l'impression que la critique féministe rejoint le camp des approches réactionnaires, pudibondes et moralistes).

Tout se passe comme si des positions féministes radicales et revendicatives étaient de toute façon ridicules, périmées et réservées à des espèces de harpies frustrées, et qu'un féminisme adulte consiste à comprendre que la question fondamentale n'est plus celle de la lutte des sexes, mais celle du rapport des sexes (de leur conversation, de leur controverse). Bien sûr, l'idée d'une conversation mutuelle des sexes et du couple comme conversation telle, par exemple, qu'elle a été développée par Stanley Cavell dans *À la recherche du bonheur*⁵, son ouvrage consacré aux comédies hollywoodiennes du remariage, et, à sa suite, par Irène Théry, est centrale pour penser un rapport privé / public dans le féminisme. Mais il est particulièrement important que

55

Le féminisme à la
recherche de sa voix :
perspectives croisées
France / Amérique
par Sandra Laugier

cette redéfinition du couple par la conversation ne soit possible que dans le cadre d'une réflexion sur la conversation comme *revendication* d'une parole féminine, telle précisément qu'elle se constitue dans les premières années du parlant à Hollywood. On peut ainsi définir le couple à partir de cette nécessité de devoir quotidiennement surmonter la séparation, et régler ou exprimer le conflit que suscite la relation de couple. Cette relation est en effet une relation d'égalité en droit, mais où est constamment à surmonter une inégalité de parole.

C'est pourquoi, si l'on veut qu'il y ait égalité, elle n'est pas donnée, mais revendiquée. Cavell appelle pour cette raison la comédie du remariage « comédie de l'égalité », et y voit la mise en œuvre de l'émergence de la femme « comme être humain autonome ». La dispute est alors essentielle au genre du remariage, et à la représentation du couple. Le concept de la dispute et du conflit est ainsi interne à celui de conversation : une véritable conversation est une conversation où l'on revendique, y compris avec la menace de la rupture radicale. Cette remarque a bien sûr une résonance politique, et on touche à un dernier enjeu de la question du mariage et du remariage. Cet enjeu apparaît clairement dans le discours de Milton, très souvent cité par Cavell, sur le divorce et le mariage : un mauvais mariage est similaire à un État où les citoyens sont malheureux, où il n'y a pas de conversation politique. Il ne s'agit pas, dans ce parallèle, de faire du mariage une institution de pouvoir où l'un serait le souverain et l'autre le sujet mais de concevoir le mariage en terme de conversation : la conversation du mariage le constitue ainsi en affaire à la fois privée et *publique* et devient allégorique ou exemplaire de la conversation de la société dans son ensemble et de la possibilité pour les femmes d'y avoir leur voix. La façon dont les revendications féministes s'expriment dans le cinéma hollywoodien (certes de façon très partielle et insatisfaisante aujourd'hui, mais par instants de façon très radicale, et il faut replacer les choses dans leur contexte) est une intéressante illustration de ce fait. Les comédies du remariage poursuivent, dans leur « recherche du bonheur » (exigence inscrite dans la Déclaration d'indépendance), la conversation politique et réclament une conversation véritable qui soit réellement une circulation de la parole entre égaux. L'égalité n'est pas un donné, mais une revendication. Le modèle de la conversation n'est pas envisageable hors de cette perspective, sauf à dégénérer en conformisme et acceptation de la domination masculine.

56

Le féminisme à la
recherche de sa voix :
perspectives croisées
France / Amérique
par Sandra Laugier

Oppression, domination, expression

Il ne s'agit pas, dans le bref temps imparti ici, de défendre les positions américaines, qui sont complexes et multiples, mais de mettre en cause ces réflexes de rejet à leur égard et d'interroger leur motivation. Pour cela, il faut passer encore par une interrogation qui porte sur la place de ce type de réflexion dans le monde intellectuel. Là encore, mes remarques ne portent pas sur le travail politique, de terrain, opéré par le féminisme, disons, réel (les associations qui font le travail). Il s'agit des relais culturels et intellectuels de ce travail. Comme l'a remarqué Yvette Roudy, il y a une régression dans le discours politique. Mais cette régression est accompagnée d'une régression culturelle, idéologique dans le discours dominant, c'est-à-dire dans le discours le mieux relayé médiatiquement, dans ce qu'on a appelé le

« second marché⁶ » intellectuel (celui que décrit Raymond Boudon, celui des professionnels des médias qui transmettent aux politiques les idées en cours) ou institutionnel (les grandes institutions universitaires). On a déjà noté dans la table ronde précédente que les personnalités féminines les plus écoutées étaient souvent des femmes qui tenaient un discours proche de la misogynie, dénonçant les demandes des femmes comme affabulations et demandant plus de droits pour les hommes (par exemple, Élisabeth Badinter, Marcela Iacub). Mais on pourrait réitérer le reproche, sous une forme plus modérée, à l'encontre de beaucoup de femmes qui se disent féministes (et peuvent se prévaloir d'un passé en la matière) mais vont insister sur la nécessité aujourd'hui d'en finir avec le féminisme radical et la guerre des sexes (je pense à une galaxie d'intellectuelles dont beaucoup se sont exprimées dans le dossier d'*Esprit* sur « L'un et l'autre sexe » – intitulé assez représentatif).

Il s'agit d'abord pour nous d'exprimer une perplexité devant les évidences acceptées d'une classe intellectuelle, hommes et femmes confondus, qui pense au fond avoir résolu la question du féminisme ou qui s'imagine qu'en France cette question est posée de façon spécifique et se résout de façon « civilisée ». Nous appellerons « post-féminisme » cette galaxie de positions plus ou moins *réactionnaires* : si nous employons ce terme – même s'il est difficile de confondre entre elles des positions très diverses – c'est pour faire sentir une gêne face à un discours d'ensemble, issu de figures dominantes de la vie intellectuelle, qui semble, en dépit de ses précautions et dénégations, revenir à une référence masculine dans son refus même d'entendre, ou au moins d'exprimer, une voix spécifiquement féminine. La motivation des postféministes est de sortir d'un discours féministe revendicatif et centré sur la femme – associé au féminisme américain –, pour envisager les rapports entre sexes : d'où deux problématiques dominantes, complémentaires quoique bien différentes, celle de l'égalité citoyenne (les femmes sont par définition égales de l'homme, de par leur statut de citoyen français et n'ont donc pas à revendiquer de droits spécifiques puisqu'elles les ont, ces droits !) et celle de la famille et de la conjugalité (renouvelées notamment par la reconnaissance de l'homosexualité). Le point commun à ces problématiques est leur récusation ou leur contournement de l'idée – traditionnellement centrale dans le féminisme – d'une oppression – même d'une domination – masculine. La femme a les mêmes droits que l'homme en principe – reste à les faire mieux respecter dans les faits ; le couple et la famille, domaines depuis toujours méprisés et négligés par la réflexion féministe, sont des lieux où s'inventent l'égalité et la reconnaissance mutuelle. Le féminisme en tant que doctrine de la domination doit être dépassé par la réflexion postféministe, comme l'a été le marxisme par la réflexion politique libérale devenue dominante. Le parallèle n'est pas absurde : comme l'a bien vu encore une fois Catharine MacKinnon, les enjeux initiaux du féminisme ne sont pas étrangers à ceux du marxisme, au sens où l'un et l'autre partent du constat d'une oppression et d'une injustice radicale, à laquelle il faut apporter explication et remède.

Malgré la violence des propos de MacKinnon qui s'est illustrée à propos de la pornographie, dans *Only Words* (1993)⁷ – brillant pamphlet où elle utilise la théorie du performatif pour critiquer ceux qui défendent l'existence

57

Le féminisme à la recherche de sa voix : perspectives croisées France / Amérique par Sandra Laugier

de la pornographie au nom de la liberté d'expression –, on peut préférer ce ton au féminisme modéré qui a réussi à s'imposer aujourd'hui dans la classe politique et intellectuelle française. On a du mal à croire maintenant que c'est le premier féminisme français qui, après un premier moment de fascination pour le modèle américain, a le plus fortement encouragé l'élaboration théorique du féminisme américain dans les années 1970-80. Exactement comme la figure de l'intellectuel engagé est progressivement apparue comme désuète, au profit de la figure plus conformiste de l'universitaire au service du pouvoir, la figure de la féministe engagée ou enragée s'est « ringardisée » au profit de figures féminines plutôt à l'aise dans un monde d'hommes et fréquemment soucieuses de leur bonheur privé, notamment familial. Tout cela a certainement un côté positif et libérateur, et a tourné de fait à l'avantage de certaines femmes, notamment dans le champ intellectuel. Cependant, le refoulement du féminisme radical – refoulement si fort qu'il s'est reporté aujourd'hui sur le féminisme américain –, un peu comme la marginalisation de l'intellectuel protestataire, risque de conduire à un conformisme néfaste pour la capacité des intellectuel(le)s à représenter les autres.

À force d'entendre que la question de l'égalité des sexes n'a pas à être un combat public, qu'elle n'a pas à être revendiquée de façon globale, mais doit être examinée au cas par cas, on peut se demander à quoi sert le postféminisme à la française. C'est l'enjeu actuel d'une réflexion sur le féminisme en France. Quoique les problématiques liées au féminisme (droits des femmes, travail des femmes, chômage des femmes, représentation des femmes, noms des métiers des femmes, images des femmes, violences envers les femmes) n'aient jamais été aussi présentes, elles sont détachées de toute revendication d'ensemble et de tout discours sur la domination et l'inégalité, et n'ont aucune influence sur les débats politiques ou de société. Le féminisme a échoué en ce sens : les débats qui concernent les femmes sont toujours secondarisés, et quand ils sont abordés, c'est toujours dans le cadre d'une problématique plus générale. Comme si, contrairement à ce qui s'est parfois passé aux États-Unis et en France autrefois, lors de grands débats comme celui sur l'avortement, une question proprement féministe ne pouvait être première, déterminer le débat public ou social. Le débat sur la parité a été typique, renvoyant constamment à des principes généraux, où chacun rivalise d'universalisme pour défendre l'une ou l'autre position. Tout se passe comme si l'universalisme (sous la forme parfois d'une mythologie républicaine) était le recours essentiel des femmes en matière de demande d'égalité. Et c'est encore aux hommes que les femmes font appel, encore une fois comme si le seul rapport possible au masculin était de l'ordre de l'alliance. On a beau jeu d'ironiser maintenant sur l'absurdité apparente des slogans postsoixante-huitards genre : « Une femme a besoin d'un homme comme un poisson d'une bicyclette », c'est oublier le sens véritable de ces slogans, non pas descriptifs mais revendicatifs. Les féministes américaines qui, non sans violence, revendiquent l'autonomie féminine ont peut-être mieux préservé cette dimension protestataire du féminisme, qui est aussi une dimension réaliste : se rendre compte que les hommes ne peuvent pas aisément être des alliés dans cette affaire. Cela pose bien sûr la question des alliances et aussi des incompatibilités de revendications, on y reviendra.

58

Le féminisme à la
recherche de sa voix :
perspectives croisées
France / Amérique
par Sandra Laugier

J'irais jusqu'à dire que les femmes françaises – y compris et surtout celles qui ont conquis leur place dans la société –, sous les dehors d'une maturité plus grande due à la qualité de leurs relations avec les hommes, sont souvent restées, d'une certaine façon, en admiration devant le modèle masculin. La référence extatique à l'universalisme, par exemple (comme l'a bien vu Marie-Jo Bonnet⁸, à propos du refoulement de la relation femme-femme) n'est souvent que le masque d'une fascination pour le masculin au niveau duquel on veut (ou on est arrivée à) se « hisser ». C'est ce que montrerait pour nous, au-delà de toute discussion sur le fond (linguistique et social) de l'affaire, la sensation de dévalorisation suscitée – chez les femmes elles-mêmes – par la féminisation des noms de métier prestigieux. Par exemple, une femme citée par M.-J. Bonnet : « Je tiens X pour une artiste à part entière, je dirais même un grand artiste, car l'utilisation du féminin est réductrice... lorsqu'on dit une artiste, d'une certaine façon, on descend d'un cran. » Une pharmacienne, à la même époque, écrivait au *Monde* pour se plaindre de sa nouvelle dénomination, au motif que « la pharmacienne, c'est la femme du pharmacien ». Ce qui surprend, dans ce désir de rester au niveau des hommes, c'est moins ce qu'il trahit d'admiration béate un peu ridicule pour les figures masculines, que d'un mépris social (d'accord pour parler de bouchère, pas d'écrivaine ou de professeure) pour d'autres femmes. Le problème existe en effet essentiellement dans le domaine de la dite « élite ». Combien de femmes vont revendiquer nettement le titre de professeure, chercheuse, directrice d'une institution ? Un des problèmes qu'il faut affronter en France (comme ailleurs) est cette façon dont l'universalisme sert à certaines de prétexte et d'argumentaire pour concilier une forme de féminisme et une forme de mépris (j'y suis arrivée toute seule et les autres doivent se débrouiller aussi), argumentaire sous-jacent à toutes sortes de positions (contre les quotas, la discrimination positive, etc.) qui vont être défendues par les femmes elles-mêmes.

La question de l'inégalité entre femmes est peut-être le problème le plus urgent auquel le féminisme à la française devrait se confronter. On a parfois l'impression que le discours universaliste est prétexte à une survalorisation du masculin, comme norme à atteindre, et qu'une fois atteinte, on ne veut surtout pas laisser d'autres femmes approcher, notamment de façon « imméritée », c'est-à-dire par des mesures discriminatoires. Les argumentations universalistes, croyant refuser les particularismes et la ghettoïsation, semblent parfois oublier le sens de la revendication d'égalité qui est, ou devrait être, leur point de départ. On peut reprendre l'exemple de l'usage du terme *colourblind*. Toute l'ambivalence de l'universalisme est là, mais aussi le problème *politique* du féminisme. La femme qui arrive à une position de pouvoir et refuse violemment l'idée qu'elle y est en tant que femme (et pas en tant que citoyen, savant, etc.) ne se donnera pas pour tâche de parler pour les (au nom des) autres femmes. La question est bien celle de l'expression, de trouver des *voix* pour les femmes.

L'acceptation implicite de la prédominance masculine est souvent associée à la qualité (civilité) des rapports entre hommes et femmes en France. Il y a là un air d'exception française – car on sait bien que les hommes et les femmes sont plus égaux ici qu'ailleurs, que les femmes n'ont pas besoin d'être des harpies vindicatives pour faire valoir leurs droits, etc. Outre la prétention

59

Le féminisme à la recherche de sa voix : perspectives croisées France / Amérique par Sandra Laugier

qu'il y a à penser la France systématiquement supérieure et plus évoluée (du fait de son héritage littéraire et culturel) dans ce genre de domaine, on peut se demander pourquoi le respect dont sont entourées, dans le monde intellectuel, les théories politiques ou philosophiques américaines, exclut systématiquement la réflexion féministe américaine. Les textes de féministes américaines rassemblés dans le recueil de Françoise Collin et Pénélope Deutscher, *Repenser le politique*⁹, sont particulièrement remarquables à ce sujet, car ils proposent une réelle problématisation de l'injustice et une alternative aux théories politiques libérales dominantes de John Rawls. Les théories féministes font effectivement partie, par exemple, du débat politique (en tout cas au plan théorique) sur le libéralisme. Il y a d'ailleurs des défenseurs féministes du libéralisme comme Marta C. Nussbaum.

Rien de tel chez nous. En France, on peut remarquer plutôt l'ambivalence à propos des revendications féministes d'intellectuels, et plus souvent d'intellectuelles, que menace peut-être dans leur statut le spectre d'une américanisation les dépossédant de leur prééminence dans le champ théorique. En tout cas, la revendication d'une validité propre de la réflexion féministe n'existe simplement pas. Sans doute est-ce lié (cause ou conséquence?) à l'absence de reconnaissance intellectuelle et universitaire du champ. Quelles que soient les raisons – qu'on entend constamment ici, donc inutile de les rappeler – d'être réticent par rapport au développement des études « genre », il est aussi temps de s'interroger sur les dimensions excessives d'un tel rejet dans le monde intellectuel français et se demander si l'attitude majoritairement conformiste des femmes dans cette discussion n'est pas une confirmation de plus de notre difficulté, à nous intellectuelles, à subvertir le modèle masculin de l'autorité intellectuelle.

Questions épistémologiques

En refusant la radicalité, c'est *le politique* qu'on oublie, la nécessité de parler et d'agir pour toutes les femmes – comme si, en refusant de se préoccuper des femmes *en particulier*, on évitait de s'en soucier *en général*. La question qui reste donc à poser est celle de cette nécessité pour la femme qui est en position de le faire, d'exprimer la *voix* des femmes. Toute l'ambiguïté de l'universalisme est là, mais aussi *le* problème politique du féminisme et le sujet qui nous occupe.

Bien sûr, les études féministes américaines ne sont pas exemptes de défauts, ni d'un conformisme et d'une langue de bois universitaires qui en sont peut-être l'élément le plus irritant, et qui ont permis leur reconnaissance institutionnelle en tant que domaine spécifique dans les universités. On peut leur faire des objections fortes, notamment dès lors qu'elles s'aventurent sur un terrain culturaliste en invoquant l'idée d'un biais masculin dans le système entier de nos connaissances et croyances. Mais il nous semble qu'on aurait intérêt à s'interroger sur les raisons épistémologiques d'une telle approche.

L'idée d'un biais masculin généralisé dans la connaissance est, comme l'a remarqué Cora Diamond dans « Knowing tornadoes and other things¹⁰ », très forte, au sens où elle va bien au-delà d'un simple constat de l'exclusion de fait des femmes du processus historique de constitution de la connaissance, ou du caractère sexiste, ou inséparable d'une situation de subordination féminine,

60

Le féminisme à la
recherche de sa voix :
perspectives croisées
France / Amérique
par Sandra Laugier

de nombre de théories et conceptions de la nature humaine (selon certaines, Aristote, Descartes, et l'épistémologie contemporaine). Ces approches pourraient être discutées, comme toute thèse sur le contexte social de la connaissance : de ce point de vue, nombre de théorisations féministes ne sont que des variations sur le thème, florissant depuis les années soixante, du caractère localisé, social, et « dépendant du contexte », de toute connaissance ou vision du monde. La critique de Rawls par le communautarisme – du sujet impartial par le sujet situé, etc. – est un élément tout à fait comparable de la discussion. C'est un thème dont les prolongements philosophiques se sont multipliés, que ce soit dans les approches historiques de la science (Thomas Kuhn), dans l'idée de « seconde nature » (J. McDowell), dans une lecture sociale de Wittgenstein (Charles Winch, Peter Taylor). Notons que des figures centrales de l'épistémologie féministe, comme Sandra Harding, ont fait leurs premières armes dans l'étude du holisme épistémologique et de la thèse dite Duhem-Quine qui affirmerait, dans sa lecture la plus radicale, la dépendance, non seulement des connaissances, mais de toute *expérience*, par rapport à un cadre ou un schème conceptuel accepté. La conquête de la légitimité institutionnelle des études féministes en philosophie passait certainement par cette orientation épistémologique, qui les intégrait à un débat plus général – et balisé – sur la *locatedness* de la connaissance. Mais une telle orientation se devait d'être dépassée et radicalisée sur son terrain même, finalement assez banal : les thèses féministes se sont progressivement chargées d'une argumentation supplémentaire, fondée sur l'affirmation d'une irréductibilité de l'expérience féminine, qui ne serait absolument pas prise en compte, non seulement dans l'élaboration du savoir, mais aussi dans les notions même de connaissance, d'objectivité et de neutralité. C'est sur ce point que les théories féministes, on va le voir, confinent au non-sens, mais aussi et paradoxalement soulèvent un point intéressant, comme l'ont vu, entre autres, [Cora Diamond](#) et Annette Baier.

Sous sa forme épistémologique, la thèse féministe consiste à dire que l'expérience féminine est radicalement différente de celle de l'homme – et donc que l'idée même de connaissance, fondée sur le rapport entre expérience et théorie, est biaisée. Ce type d'argumentation épistémologique (Sandra Harding) est souvent associé à un type d'argumentation différent, fondé sur l'idée que l'éducation dans la société patriarcale conduit nécessairement les hommes à une certaine conception, devenue ainsi dominante, de la connaissance, de la rationalité et de la justice : ici, il faut renvoyer au travail influent de Carol Gilligan¹¹ et aux éthiques du *care* mentionnées hier par Pascale Molinier. L'idée d'une différence de l'expérience des femmes est l'argument de fond (et la fragilité essentielle) de toute théorie différentialiste. Au lieu de rejeter d'un revers de main cette théorie, il faudrait se demander quel est le rapport entre expérience et connaissance. Le défaut de la thèse d'un biais masculin n'est pas sa fragilité, ni même sa fausseté : c'est sa trop grande généralité, comme le montre l'absence de tout exemple concret pour illustrer la version forte de la thèse. Il vaut mieux donner des exemples concrets de l'approche féministe, du style spécifique de la pensée morale telle qu'elle est abordée par des femmes. C'est ce genre d'observation concrète, plutôt que des thèses générales sur le caractère « genré » de la connaissance, qui peut apporter le plus au féminisme. Il faut partir, dit Diamond, de « l'observation des femmes et des hommes, pas de théories sur un biais masculin généralisé ».

61

Le féminisme à la
recherche de sa voix :
perspectives croisées
France / Amérique
par Sandra Laugier

Pour arriver à dire quoi que ce soit d'intéressant sur la différence entre expérience féminine et masculine, il faut partir de la description de l'expérience et se demander, entre autres, ce qu'est une expérience et ce que nous entendons ordinairement par « expérience » et par connaissance « impersonnelle ». C'est donc la question même de l'impartialité et de la neutralité qui est à la base des contemplations universalistes, qu'il faut questionner. Il existe dans notre société des pratiques que nous considérons comme de l'ordre de la connaissance impersonnelle (par exemple, le type d'information que nous attendons d'un office de tourisme), et d'autres que nous considérons comme non impersonnelles (le type de connaissance que l'on retire de la lecture de certaines œuvres littéraires). La difficulté qui n'a pas encore été résolue par le féminisme est d'articuler cette pratique et ces techniques bien connues de « non-neutralité » et de « neutralité » et sa théorie générale de la connaissance. Pourtant, c'est là que se joue la question de la justice et du primat de l'impartialité.

Le grand argument des féministes est que la connaissance, en visant à être impersonnelle, ne tient pas compte de l'expérience des femmes. C'est ce que Diamond appelle, à leur suite, le « modèle de la tornade » : pour déterminer ce qu'est une tornade, on fera intervenir des paramètres extérieurs sans s'intéresser à l'expérience subjective – ce que c'est que se trouver dans une tornade. C'est ce modèle cognitif de la tornade qui renforce l'idée que ce que les femmes ont à dire de leur expérience ne compte pas. Mais ce point n'a pas à être affirmé de façon aussi abstraite et générale : on peut décrire précisément toutes sortes de situations où l'expérience personnelle n'est pas prise en compte, à juste titre (comme dans la production d'informations touristiques ou dans la pratique mathématique) ou de façon injuste (le savoir des sages-femmes dans l'histoire de la médecine, la théorie sociale de l'injustice¹²). La question de savoir quand et comment *faire confiance à sa propre expérience* et à celle d'autrui est une question qui ne peut être résolue de façon globale et fait partie de notre vie ordinaire, à tous, hommes et femmes. En affirmant l'expérience des femmes comme muette et inexprimable, on manque les possibilités de lui donner voix concrètement et on plonge la théorie féministe dans le type même de métaphysique qu'elle prétend dépasser. De ce point de vue, et bien paradoxalement, cette théorie souffre des mêmes défauts que la théorie universaliste « à la française », c'est-à-dire qu'elle ne dit plus rien et se contente d'affirmer des principes.

Croisements

Il faut comprendre quelle est l'origine de ces problématiques féministes devenues, par la force des choses, épistémologiques, voire métaphysiques. Là aussi, l'histoire du féminisme est importante et souvent refoulée : elle commence avec, précisément, une expérience, une expérience de malaise (aliénation, *dislocation*). C'est de cette expérience, celle d'une injustice radicale, que veut rendre compte le premier féminisme, comme l'a dit Marilyn Frye : « Une des grandes forces du féminisme est d'aller si loin dans la tâche de rendre les expériences et les vies des femmes intelligibles [...] la mesure du succès de la théorie est celle dans laquelle elle donne sens à ce qui n'en avait pas auparavant¹³ ».

Les données du féminisme, au départ, ne sont que celles-là : cette sensation d'oppression, associée à l'impossibilité de l'exprimer – non qu'elle soit

62

Le féminisme à la recherche de sa voix : perspectives croisées France / Amérique par Sandra Laugier

inexprimable (thèse métaphysique) mais parce qu'il n'y a personne pour l'exprimer (thèse politique). Les féministes ont donc orienté leur réflexion sur la difficulté des femmes à faire valider leur expérience, et à trouver leur *voix*. Cette impossibilité de l'expression est une découverte très forte du féminisme qu'on a tendance à minorer dans le champ français mais qui, dans le champ américain, s'est symétriquement transformée en une thèse si abstraite qu'elle en perd sa force. Dans les deux cas, ce qui est perdu, c'est la question de l'expression concrète de la voix des femmes comme revendication. Cela revient au même de dire que les femmes n'ont pas besoin de se faire entendre en tant que telles (universalisme), et de dire qu'elles ne se sont de toute façon jamais fait entendre (différentialisme). Il est donc intéressant de relever quelques situations où la voix des femmes s'est réellement fait entendre, et précisément pour dire son impossibilité de s'exprimer. Le cas du *black feminism* et le rôle, dans la constitution du féminisme américain, de la voix émergente des esclaves émancipées sont centraux¹⁴.

C'est une tâche du féminisme que de rendre compte de ce sentiment de dépossession, et de décrire puis d'encourager ce désir de repossession de sa propre voix. C'est aussi sa tâche, encore plus complexe, de montrer comment ce sentiment est bien quelque chose qui appartient aux femmes, qu'elles ne sont pas une classe opprimée – si l'on ose dire – comme les autres. Les difficiles rapports du féminisme et du marxisme, le croisement des catégories de sexe et de classe qui sont au centre des difficultés du féminisme français, tournent autour de ce point, sur l'idée d'une répression particulière de la parole des femmes. Cavell cite Marx, dans *Conditions nobles et ignobles*¹⁵ et son évocation d'une sphère dans la société qui « ne prétend à aucun droit particulier, parce qu'elle n'est l'objet d'aucune injustice particulière mais de l'injustice en général ». Cela n'empêche pas de s'intéresser aux injustices particulières, et notamment l'inégalité radicale entre les situations des femmes elles-mêmes, qui est certainement le point aveugle des discussions françaises. En affirmant la fin du féminisme radical, ne risque-t-on pas de trahir celles qui n'ont, elles, pas de voix dans leur histoire? C'est ce que Cavell, dans *Conditions nobles et ignobles*, reproche aux théories politiques libérales : de ne pas laisser la possibilité d'une revendication absolue, celle simplement d'une voix. Mais on pourrait étendre le point au féminisme, et à la nécessité de donner voix, par la classe intellectuelle, aux revendications et souffrances des femmes. Le problème est bien politique.

Retrouver la dimension revendicative, cela oblige à prendre en compte un certain nombre d'autres dimensions que le sexe / genre. Ici, le croisement des catégories de sexe, race, classe est capital (cf. Patricia Williams), non pour modifier ou amender le féminisme américain, mais pour bien faire émerger les problèmes et revendications spécifiques des femmes afro-américaines, exclues des avancées – cruciales – obtenues par le féminisme, réservées aux femmes blanches, morales, *caring*, etc., les avancées obtenues par le mouvement des droits civiques (à titre d'exemple, le titre ironique de l'ouvrage *All the Women are White, all the Blacks are Men, some of us are Brave*). Il est évident que le développement du féminisme a profité essentiellement aux femmes blanches *middle-class*. On gagnerait à introduire ce genre d'interrogation, avec toutes les recontextualisations nécessaires, en France. Les avancées acquises par le mouvement féministe et le soutien politique dont il a bénéficié à certains

63

Le féminisme à la recherche de sa voix : perspectives croisées France / Amérique par Sandra Laugier

moments ont profité à certaines, qui ont tendance à s'y accrocher au détriment des autres, et à oublier les inégalités qui leur sont liées (inégalités sociales, inégalités Nord-Sud, par exemple, entre la femme active et l'autre femme, qui s'occupe de sa maison et de ses enfants et abandonne parfois ses propres enfants pour le faire ; c'est tout l'intérêt de la réflexion critique actuelle sur le *care*). Le fait de focaliser le discours aujourd'hui sur la question du voile ou des mouvements comme les filles des banlieues (« Ni putes ni soumises » par exemple) contribue, volontairement ou non, à cette nouvelle forme d'injustice – le mépris pour le Maghrébin trouvant une nouvelle forme d'expression dans une critique de son machisme. On peut penser, par exemple, au moment des années quatre-vingt où l'on a pu dénoncer, à l'occasion de la parution du livre *La Couleur pourpre*¹⁶, l'expression d'un racisme dans la dénonciation de la situation des femmes afro-américaines. Sur toutes ces questions, il est certes très difficile de prendre position. L'apport des réflexions américaines, et notamment la nécessité de toujours croiser les catégories de genre, race et classe, sont cependant devenus indispensables pour arriver à une approche plus critique de nos propres positions et discours.

Le féminisme ne pourra avancer, on l'a vu, qu'en affrontant le problème de l'*inégalité entre femmes* : c'est un des enjeux cruciaux des années à venir, et il est politique. Il ne pourra le faire qu'en se donnant des outils théoriques nouveaux et radicaux, et un vocabulaire élargi et imaginatif pour les nouveaux contextes et discours à affronter. On a vu la radicalité et la vitalité de certains discours politiques, de certaines approches de terrain, de la réflexion des mouvements associatifs – une *praxis* féministe qui contraste avec la prudence des discours théoriques dominants. Pour essayer d'exprimer pour de bon la voix des femmes, il nous faut aussi retrouver le chemin de la *radicalité théorique*.

Notes

1. Cf. Patricia Williams.
2. Cf. Judith Butler.
3. COLLIN, Françoise, DEUTSCHER, Pénélope, (dir.), *Repenser le politique : l'apport du féminisme*, Paris, *Les Cahiers du GRIF*, Campagne première, 2005. Anthologie qui présente dix auteurs philosophes américaines
4. GILLIGAN, Carol, *Une si grande différence (In a Different Voice)*, traduit de l'américain par Annie Kwiatek, Paris, Flammarion, 1986.
5. CAVELL, Stanley, *À la recherche du bonheur. Hollywood ou la comédie du remariage*, Paris, Cahiers du Cinéma (coll. Essais), 1993.
6. BOUDON, Raymond, *Les intellectuels et le second marché*, Revue européenne des sciences sociales et Cahiers Vilfredo Pareto, XXVIII, n° 87, 1990, p. 89-103.
7. MACKINNON, Catharine, *Only Words*, Cambridge, Harvard University Press, 1993.
8. BONNET, Marie-Jo, « La relation entre femmes : un lien impensable ? », *Esprit*, 2001.
9. COLLIN, Françoise, DEUTSCHER, Pénélope, (dir.), *Repenser le politique : l'apport du féminisme*, op. cit., 2005.
10. DIAMOND, Cora, « Knowing tornadoes and other things », *New Literary History* 22, p. 1001-15, 1991.
11. GILLIGAN, Carol, *Une si grande différence (In a Different Voice)*, op. cit., 1986.
12. RENAULT, Emmanuel, *L'Expérience de l'injustice. Reconnaissance et clinique de l'injustice*, Paris, Éditions La Découverte, 2004.
13. FRYE, Marilyn, *The Politics of Reality : Essays in Feminist Theory Freedom*, California, The Crossing Press Feminist Series, 1983.
14. Cf. le travail pionnier d'Elsa Dorlin sur ces questions.
15. CAVELL, Stanley, *Conditions nobles et ignobles : la constitution du perfectionnisme moral émerisonien*, Paris, Éclat, 1993.
16. Walker, Alice, *The Color Purple*, Trade Paperback, 1998 (originally 1982), paru en France sous le titre *La Couleur pourpre*, Paris, Robert Laffont, 1999.

64

Le féminisme à la recherche de sa voix : perspectives croisées France / Amérique par Sandra Laugier